



■ Le scandale du nucléaire israélien

DJAMEL LABIDI



LE CONTRAT DE TRAVAIL AIDÉ

■ Un levier sous-exploité pour l'insertion des jeunes diplômés

M.T. HAMIANI

D'EL HAMDANIA A BOUMERDÈS

■ Le projet de grand port-centre a-t-il finalement trouvé la bonne voie ?

M. BELKHEÏR IKKACHE

■ Journaliste : le plus beau métier du monde, mais...

BELKACEM

AHCENE-DJABALLAH

■ Incendiaires et pyromanes

Menace sur nos forêts, enjeu pour notre nation !

CHERIF ALI



■ Boualem Sansal, ou la construction d'un faux dissident

SALAH LAKOUES

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Sans régulation, ni régulateur, un monde livré à l'arbitraire et la guerre

ABDELHAK BENELHADJ

En raison de la malnutrition Hausse des décès d'enfants à Ghaza



Mohamed Mehdi

Mercredi 641^e jour d'agression sioniste et 129^e jour de siège total de Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres de la population civile et des demandeurs d'aide alimentaire. Le nombre de victimes des bombardements israéliens durant les précédentes 24 heures (mardi), s'est élevé à 635 victimes, dont 105 martyrs et 530 blessés, portant le nombre total de victimes à 57.680 martyrs et 137.409 blessés, depuis le début du génocide en octobre 2023, indique le bilan statistique quotidien du ministère palestinien de la Santé à Ghaza.

L'autre bilan concerne le nombre de victimes depuis la violation du cessez-le-feu par l'entité sioniste, le 18 mars 2025, qui est passé à 7.118 martyrs et 25.368 blessés.

Les massacres de l'armée sioniste contre les demandeurs d'aide alimentaire se poursuivent également, faisant 7 martyrs et plus de 57 blessés, durant la journée de mardi, portant à 773 martyrs et 5.101 blessés le nombre de victimes depuis le lancement du plan américano-israélien d'aide militaire, le 27 mai 2025.

Hier, les bombardements israéliens ont fait au moins 39 martyrs, selon un bilan provisoire établi à 16h (localement) par des sources hospitalières citées par Al Jazeera, dont 19 dans la ville de Ghaza et le nord de l'enclave.

De son côté, le complexe médical Nasser a fait état du martyre de 8 Palestiniens sous les balles des forces d'occupation israéliennes près des deux centres d'aide alimentaire dans la ville de Rafah.

Une source à l'hôpital Al-Shifa a confirmé, à Al Jazeera, le martyre de Palestiniens, dont un enfant, lors d'un raid israélien sur une maison du camp de réfugiés d'Al-Shati, à l'ouest de la ville de Ghaza.

«AUGMENTATION ALARMANTE DES CAS DE MÉNINGITE»

Dans un communiqué rendu public mardi en fin de journée, le ministère de la Santé a sonné l'alerte quant à une «augmentation alarmante des cas de méningite» dans l'enclave, dans un contexte de détérioration gravissime, depuis plus d'une année, des conditions sanitaires (destruction

des hôpitaux), d'hygiène (rareté de l'eau potable), environnementales (accumulation des déchets et déversement des eaux usées dans les endroits à forte densité de population), et d'une famine quasi généralisée qui détruit l'immunité de la frange la plus sensible des habitants de Ghaza, en particulier des enfants, des femmes enceintes et des personnes atteintes d'insuffisance rénale et de maladies du cancer.

«Le ministère de la Santé a enregistré une augmentation significative du nombre de cas suspects et confirmés de méningite, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans, le groupe le plus vulnérable à la maladie et à ses graves complications», annonce le communiqué.

Le ministère pointe un certain nombre de causes dont l'importante «dégradation de l'accès aux soins de santé», ainsi que «la fermeture et la destruction d'hôpitaux et de centres de soins primaires, la détérioration significative des stocks de médicaments et la pénurie de vaccins pour les enfants», ce qui «limite les efforts d'intervention d'urgence».

«Des facteurs dangereux ont transformé la situation sanitaire générale dans la bande de Ghaza en un terrain propice à la propagation des maladies, en particulier parmi les groupes d'âge les plus vulnérables et immunodéprimés : enfants, personnes âgées et femmes enceintes», mais également des «conditions catastrophiques dans les abris, la grave pénurie d'eau potable, la propagation des eaux usées et l'accumulation de déchets».

Le ministère lance également un appel urgent aux institutions internationales à «intervenir immédiatement pour améliorer les conditions de santé et de vie afin de limiter la propagation de la maladie», et pour «renforcer la liste des médicaments et vaccins nécessaires pour les cas confirmés».

De son côté, l'organisation Médecins sans frontières (MSF) a fait état d'une «hausse des décès d'enfants» de l'enclave assiégée, en raison des «problèmes de santé liés à la malnutrition».

Dans une déclaration à Al Jazeera, le coordinateur d'urgence de MSF à Ghaza a affirmé, hier, «les pressions sanitaires causées par la malnutrition augmentent le nombre de décès d'enfants», ajoutant que l'organisation n'a reçu aucune réponse d'Israël à ses demandes d'acheminement de matériel médical.

Attaf «Ce qui inquiète est le recours recrudescant et ouvert à la force»

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a mis en avant, mercredi depuis Kuala Lumpur (Malaisie), la «forte volonté» de l'Algérie de renforcer les relations d'amitié et de coopération séculaires avec tous les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ainsi que son engagement à apporter une nouvelle dimension à ces relations bilatérales à la faveur de son adhésion au Traité d'amitié et de coopération de cette Organisation.

«C'est avec une grande fierté et un immense plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui au moment où mon pays parachève son adhésion officielle au Traité d'amitié et de coopération du Sud-Est», a indiqué M. Attaf dans une allocution à l'occasion de la 58e session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, tout en exprimant sa parfaite considération à l'ensemble des Etats membres de l'association d'avoir «accueilli favorablement la demande de l'Algérie et soutenu son adhésion à cet important Traité».

«Ce jour marque un jalon crucial pour les relations de l'Algérie avec l'ASEAN. Comment pourrait-il en être autrement alors que nous avons l'insigne honneur de nous joindre à la famille des Etats membres du Traité, cette famille rassemblant tous ceux qui considèrent l'ASEAN comme un exemple à suivre et un modèle inspirant pour le monde entier», a-t-il soutenu.

Le ministre a précisé que l'adhésion de l'Algérie à cette famille vénérable repose sur de multiples considérations que l'on peut résumer en trois principaux motifs», notant que «le premier motif émane de notre estime et de notre admiration pour les pays de l'ASEAN ayant démontré avec brio,

à travers leurs activités, leurs travaux et leurs résultats et exploits réalisés, comment la coopération régionale peut-elle mener la transition, renforcer la stabilité et réaliser le bien-être commun de tous».

M. Attaf a affirmé, à ce propos, que l'Algérie considère l'ASEAN comme «un modèle exceptionnel d'intégration régionale capable d'inspirer réellement des efforts similaires dans tous les coins du monde, particulièrement en Afrique».

Par ailleurs, le ministre a affirmé que le deuxième motif consistait en «la forte volonté animant l'Algérie de renforcer ses relations d'amitié et de coopération séculaires l'unissant à tous les pays membres de l'ASEAN», soulignant que «nous aspirons à travers notre adhésion aujourd'hui au Traité d'amitié et de coopération à donner une nouvelle dimension à ces relations bilatérales, une dimension englobant l'ASEAN en tant que bloc uni, dont la voix collective s'élève et l'impact positif évolue sur la scène mondiale».

Partant de ce principe, a-t-il ajouté, «nous aspirons à renforcer notre interaction et à consolider notre relation avec l'ASEAN à travers l'établissement d'un dialogue de partenariat sectoriel et nous aspirons à votre soutien et à votre appui à cet égard».

Le troisième motif concerne, selon le ministre, «notre fierté de partager avec tous les Etats membres de l'ASEAN notre engagement sans faille aux principes du Traité d'amitié et de coopération, d'autant plus qu'il s'agit des mêmes principes que consacre, avec la même vigueur, la Charte des Nations Unies».

Il a estimé que «ces principes découlant du droit international constituent les fondements de la politique étrangère de l'Algérie», des principes, dit-il, qui

«ont façonné l'identité extérieure de l'Algérie». Ce sont ces mêmes principes qui «ont orienté et continué d'aiguiller ses actions et ses positions sur la scène internationale», rappelle le ministre.

A cette occasion, le ministre a affirmé que «notre monde a impérieusement besoin d'un réengagement envers ces principes, notamment au vu des évolutions et des tendances extrêmement préoccupantes qui se révèlent, devant nous, jour après jour».

«Ce qui inquiète est le recours recrudescant et ouvert à la force, au mépris des us et règles reconnus», a-t-il déploré, ajoutant que «le plus alarmant est cette tendance croissante à la violation délibérée du droit international, y compris les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies».

M. Attaf a également mis en garde contre «la marginalisation progressive de l'ONU, l'affaiblissement du système onusien et la transformation du Conseil de sécurité lui-même en un organe impuissant et quasi paralysé», ce qui est extrêmement préoccupant a-t-il martelé.

Face à ces développements qui contribuent à la reconfiguration de l'ensemble du paysage mondial, M. Attaf a souligné l'engagement de l'Algérie à œuvrer aux côtés de l'ASEAN à défendre les valeurs de paix, de respect mutuel, de coopération sincère et d'entraide, afin de renforcer le respect des règles du droit international, en tête desquelles les principes du Traité d'amitié et de coopération.

Il a également souligné l'engagement de l'Algérie à «coordonner étroitement avec l'ASEAN afin de privilégier la diplomatie à la confrontation et de faire prévaloir la primauté de la loi sur la force et le multilatéralisme sur l'unilatéralisme, étant le seul moyen de parvenir à un avenir où régnera la paix et la prospérité pour toute l'humanité», a-t-il conclu.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Hadhi Dawla...!

Il y a, dans notre paysage citoyen, une habitude aussi tenace que toxique : celle de confondre l'Etat avec un lampadaire cassé, une porte mal fermée ou un fonctionnaire mal poli. Un raccourci de pensée devenu viral sur les réseaux sociaux, où l'on ne s'embarrasse ni de nuances, ni de responsabilités partagées. Un agent zélé ou méprisant ? C'est 'la faute à l'Etat'. Une administration lente ou absurde ? «Hadhi dawla», clament-ils, comme si l'ensemble des institutions républicaines s'étaient liguées pour briser une patience individuelle. Le drame, c'est que cette confusion n'est pas seulement puérile, elle est profondément révélatrice d'un déficit de maturité citoyenne. Car il faut bien le dire : s'en prendre à l'Etat dans son ensemble, jeter l'anathème sur toutes les institutions parce qu'un commis s'est comporté de manière indigne, c'est comme condamner tout un corps médical parce qu'un infirmier a mal agi. C'est intellectuellement paresseux, politiquement irresponsable.

La critique, en démocratie, est non seulement un droit, elle est un devoir. Mais la critique dénuée d'analyse, gonflée d'insultes, aveuglée par le ressentiment, n'est rien d'autre qu'un dévouement primaire. Or, ce dévouement, qui s'enrobe souvent d'une supposée «opposition politique», cache mal son fond de commerce : une colère mal dirigée, une culture de l'invective où l'argument cède la place à l'hystérie.

Sur les réseaux, le moindre accroc devient prétexte à des procès publics contre l'Etat, ce montre flou et pratique, dans lequel on jette pêle-mêle policiers, enseignants, médecins, agents communaux, maires, ministres et, parfois même, l'électricien du coin. Une erreur, une négligence, et voici que l'on crie au scandale d'Etat, comme si l'existence même d'une institution suffisait à garantir la perfection humaine.

Ce comportement, loin d'être anodin, traduit une absence d'éducation à la citoyenneté, une incapacité à faire la part des choses entre un système, ses règles, ses efforts, et les dérives ou fautes individuelles. A force de désigner l'Etat comme l'unique responsable de tout, on finit par s'exonérer de toute autocritique, de toute introspection. Un trottoir sale ? C'est l'Etat. Une classe en désordre ? C'est l'Etat. Une infraction ignorée ? Encore l'Etat. Jamais 'nous', jamais 'moi'.

Mais qui jette ses papiers par terre ? Qui insulte l'enseignant ? Qui ne se présente pas aux réunions de l'association du quartier ? Qui graffiti les murs ? Qui ne réclame pas ses droits par les voies légales mais choisit la diffamation publique et la généralisation paresseuse ?

Cette mentalité, qui gangrène les discours publics, est le miroir d'un appauvrissement de la pensée politique. Elle traduit l'échec d'une culture de la responsabilité partagée. Elle confond opposition et immaturité, indignation et bouderie, critique et sabotage.

Alors non, l'Etat n'est pas une abstraction coupable de tout. Non, les institutions ne sont pas les valets d'un commis maladroît ou irrespectueux. Et non, exprimer sa colère ne suffit pas à en faire une conscience politique.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une citoyenneté adulte, exigeante mais lucide, critique mais responsable. Une citoyenneté qui sache faire la différence entre le dysfonctionnement et le système, entre l'homme et l'institution, entre l'exception et la règle.

Car à continuer ainsi, à tirer dans le tas à chaque contrariété, à insulter la maison commune parce que la sonnette ne marche pas, nous ne faisons que saboter le peu de confiance et de respect qui reste envers ce qui nous lie encore : l'idée même de l'Etat.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Transport maritime de voyageurs Feu vert aux opérateurs privés

Le secteur du transport maritime s'apprête à s'ouvrir à l'investissement privé. C'est le ministre des Transports, Saïd Sayoud, qui a annoncé la nouvelle, mardi, à partir de Tipasa.



A. Z.

Des opérateurs économiques privés vont «bientôt» obtenir des agréments pour se lancer dans le domaine du transport maritime de voyageurs, a-t-il déclaré à l'occasion de la cérémonie de sortie de la 50^e promotion d'officiers de la marine marchande à l'Ecole nationale supérieure maritime (ENSM) de Bou-Ismaïl. Le ministre a indiqué que des agréments seraient «bientôt» accordés à des opérateurs économiques privés pour leur permettre d'intégrer le domaine du transport maritime de voyageurs afin de soutenir ce secteur stratégique. Rappelons que le gouvernement a mis en œuvre plusieurs mesures pour encourager l'investissement privé dans ce domaine du transport maritime, dont les facilitations de l'accès au crédit et l'allègement des conditions en ce qui concerne l'acquisition des navires, ainsi que la concession d'une durée de 10 ans renouvelables. M. Sayoud a souligné, par ailleurs, que plusieurs navires, actuellement en maintenance, seraient mis en service, à l'instar du navire «Tarik Ibn Ziyad», à la fin du mois d'août. Il a également relevé que dans le cadre de la dynamisation du secteur des transports, notamment dans le domaine du transport maritime et des ports, l'importance que son ministère accorde à la mise en œuvre du programme de modernisation, de ré-

élargissement et l'aménagement des ports commerciaux nationaux. Parmi les ports ayant bénéficié de travaux d'extension et de mise à niveau, figure le port Djendjen, à Jijel, qui représente un apport important pour le transport maritime et qui a bénéficié de travaux de mise à niveau réalisés selon les «normes internationales», a indiqué le ministre, précisant que ce port sera «une fierté pour l'Algérie». Le ministre a également indiqué que les ports d'Oran, Annaba, Mostaganem et Alger ont bénéficié de travaux de mise à niveau et d'extension des quais. Sur le plan de la formation et ressources humaines, il a appelé toutes les institutions du secteur des transports à organiser une opération de solidarité afin de doter l'ENSM de Bou-Ismaïl d'équipements dont elle a besoin, s'engageant à lever le gel sur le recrutement à l'Ecole afin d'assurer le meilleur encadrement pédagogique des étudiants. Notons que la 50^e promotion de l'année universitaire 2024-2025 comprend 130 étudiants titulaires d'un master en sciences de la navigation maritime - diplôme d'Etat en mécanique maritime, officier en électronique maritime, pilote maritime ainsi que guide maritime, qui viendront renforcer l'effectif spécialisé des opérateurs maritimes. L'arrivée des opérateurs privés dans le secteur exige une attention particulière pour le volet des ressources humaines.

Jusqu'à 49° sur quatre wilayas du Sud

Quatre wilayas du Sud du pays connaîtront, à partir de ce jeudi, une vague de chaleur, avec des températures maximales de 49 C, annonce mercredi, un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la Météorologie (ONM).

De niveau de vigilance "Orange", ce BMS concerne les wilayas d'Adrar, In Salah et Tamanrasset, où les tempé-

ratures maximales prévues atteindront 49 C alors que les minimales oscilleront entre 36 C et 38 C et ce, durant la journée de jeudi, précise la même source.

La wilaya de Bordj Badji Mokhtar connaîtra également des températures maximales de 49 C et des minimales comprises entre 36 C et 38 C, durant les journées de jeudi et vendredi, conclut le BMS.

Echange d'informations Protocole de coopération entre le ministère de la Justice et la BA

Un protocole de coopération a été signé, mardi à Alger, entre le ministère de la Justice et la commission bancaire de la Banque d'Algérie (BA) pour la création d'un mécanisme de coopération entre les deux parties facilitant l'accès et l'échange d'informations, indique un communiqué du ministère.

L'accord porte sur «la création d'un mécanisme de coopération avec la commission bancaire facilitant l'accès et l'échange d'informations, notamment en permettant à la com-

mission de consulter par voie électronique le bulletin N 2 du casier judiciaire».

Cette signature intervient «dans le cadre de l'application des normes internationales y afférentes, en consécration de la transparence et du renforcement de l'intégrité des responsables gestionnaires, des actionnaires et des bénéficiaires effectifs de quotas des banques et des institutions financières sous contrôle de la commission bancaire», ajoute le communiqué.

Pour rappel, la commission bancaire est présidée par le Gouverneur de la BA. Elle est chargée de contrôler le respect par les banques et établissements financiers des dispositions législatives et réglementaires et de sanctionner les manquements qui sont constatés.

Le Chef de cabinet du ministère de la Justice, M. Arezki Si Hadj Mohand, a présidé la cérémonie de signature du protocole aux côtés du vice-gouverneur de la BA, M. Mohamed Benbahane.

Raïna Raïkoun El yazid Dib

Le départ vers les rives d'une retraite que l'on pensait attractive de liberté, n'est pas quasiment aisé. Tôt ou à

temps, la retraite n'est pas un chemin de carrière, c'est une destination d'un parcours. On y arrive, pourvu que les faveurs de la providence vous en soient gracieusement octroyées. Elle est censée se la couler douce dans un monde dégarni de contraintes professionnelles. L'on peut ne pas se raser le matin par devoir, ne pas se lever tôt, ne pas porter ses fringues conventionnelles, l'on pourra ainsi le faire, juste par plaisir. Il y a de ces gens-là, qui pour paraître éloignés d'une oisiveté due à une rupture de travail, se créent des occupations pour du n'importe quoi. L'important pour eux est de faire semblant qu'ils ont en permanence des trucs à faire. Façon d'échapper à la pitié du vide quotidien.

Certains assimilent ces occupations à des devoirs, tels payer les factures, extraire des actes de naissance, accompagner les petits rejets à l'école, vaquer aux besoins ménagers et même ceux de la sous-famille. D'autres les habillent des vertus d'une passion irrésistible, tels que cultiver son potager, trier ses archives ou accomplir toute autre chose. Si tu ne prends pas un temps pour toi seul, papoter avec des amis, lire un livre, faire un voyage, apprécier un arôme de café, méditer en solitaire ; personne ne le fera à ta place.

L'essentiel pour ceux qui sont «occupés» ou ont toujours «affaire» reste peut-être ce souci de se sentir encore utile et ne pas paraître tel un être qui n'a rien ou ne trouve rien à faire. En s'obligeant

Les captifs de la retraite

à s'occuper tout le temps ; ils pensent trouver là, la meilleure posture d'éviter le dégoût, surpasser l'hilarité de l'entourage et échapper aux morsures

du regret et aux finalités du sort. C'est une bonne chose en soi. Il n'y a pas plus noble que de rendre et se rendre service, même aux dépens de ses petits coups de liberté.

L'on oublie cependant que parfois « ne rien faire » ou avoir du temps à perdre est en soi une formidable activité. Les portes de toutes les libertés sont ouvertes. Aller au gré des boulevards, flâner aux quatre vents, briser les horaires et contrarier cette routine devenue si familière. Un ordre du jour qui vous colle à la peau.

Car si la retraite anéantissait tout mouvement de liberté et ne donnait pas de marges de manœuvre ; il aurait mieux fait de s'attacher au « travail » ou en chercher un autre et attendre le repos éternel une fois libéré, définitivement. En fait, c'est à travers elle que l'on aspire à découvrir le répit après le sacrifice, la tranquillité après l'adversité. Savoir la maîtriser, adapter son peu de temps à ses propres attentes ; c'est un grand pas vers l'abolition de la captivité.

Partir en retraite n'est pas battre en retraite. Le meilleur accueil pour l'entrée en retraite, c'est de se mettre bien avant en retrait. Oublier ses plis, se disjoncter et éteindre la lumière. Pas celle d'un nouvel horizon, d'une nouvelle indépendance. Pourvu, encore que l'on ne traîne pas avec soi un hôpital ou une officine pharmaceutique. Car la santé, à cette gare là, reste une couronne d'or.

Tebboune nomme Leïla Aslaoui présidente de la Cour constitutionnelle

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, mardi, Mme Leïla Aslaoui présidente de la Cour constitutionnelle, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Conformément aux dispositions de l'article 91, alinéa 07, de l'article 92, alinéa 01, et des articles 186 et 188 de la Constitution, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, ce jour, Mme Leïla Aslaoui présidente de la Cour constitutionnelle», lit-on dans le communiqué.



Sonelgaz Nouveau pic record de consommation d'électricité

La consommation nationale d'énergie électrique a enregistré, mardi, un nouveau pic record atteignant 19.660 mégawatts, et ce, pour le deuxième jour consécutif, a indiqué un communiqué du groupe Sonelgaz.

«La persistance de la hausse des températures accompagnée

de niveaux élevés d'humidité dans plusieurs wilayas du pays a conduit à un nouveau pic record de la demande en énergie électrique, qui a atteint 19.660 mégawatts ce mardi à 15h41, soit une augmentation de 80 mégawatts par rapport à la veille»,

a précisé la même source. Face à ces niveaux exceptionnels de demande, Sonelgaz «continue d'assurer une réponse qualitative à la demande locale, tout en maintenant les opérations d'exportation d'électricité vers la Tunisie», a conclu le communiqué.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ ABOU BEKR BELKAÏD DE TLEMCEM
Secrétariat général

Avis d'attribution provisoire

Appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales
N°03/S.G/2025

« Prestation de gardiennage au profit de nouvelle structure de l'université de Tlemcen
N.I.F : 416020000130023

Conformément aux dispositions prévues à l'article 46 de la loi 23-12 du 18 moharam 1445 correspondant au 5 aout 2023 fixant les règles générales relatives au marchés public, l'université Abou-Bekr Belkaïd de Tlemcen informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ci-dessus référencé, paru dans le BOMOP et les quotidiens nationaux الموعد الرياضي 10/06/2025 et le quotidien d'Oran le 10/06/2025 qu'à l'issue de l'évaluation des offres, les lots ont été attribués à :

N° plit	soumissionnaire	NOTE Technique	offre financière (ouv minimum) en TTC	offre financière (ouv maximum) en TTC	Offre financière (Eval) après correction	Classement	Fournisseur attributaire
plit3	CHRONO Express sécurité NIF : 001918104737070	29,43231	7 975 380,00	10 360 140,00	10 345 860,00	1	Attributaire

Tout recours éventuel doit être adressé à la commission sectorielle des marchés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans un délai de 10 jours à compter de la date de publication du présent avis Conformément à l'article 56 de la loi 23-12 mentionné ci-dessus, l'université Abou-Bekr Belkaïd de Tlemcen invite tous les soumissionnaires qui souhaitent de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres techniques et financières, à se rapprocher de nos services au siège du rectorat de l'université de Tlemcen secrétariat de la sous direction des moyens généraux et de maintenance 6^{ème} étage nouveau pôle de Mansourah Tlemcen Algérie au plus tard dans un délai de trois (03) jours à compter de la première publication de l'attribution provisoire Et concernant les lots infructueux la procédure sera relancée ultérieurement.

ANEP N° 2531010102 Le Quotidien d'Oran 10/07/2025

République Algérienne Démocratique et Populaire
وزارة السكن، العمران و المدينة
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville
مديرية التعمير، الهندسة المعمارية والبناء لولاية معسكر
Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Mascara

MASCARA, LE :2025... 23

MISE EN DEMEURE N°02

- Vu le marché N° 19/DUAC approuvé le 24/03/2025.
- Vu l'ODS de commencement N°45 en date du 07/04/2025.
- Vu Mise en demeure N°01 en date du 16/06/2025.
- Vu le PV de constat des travaux en date du 18/06/2025.
- Vu le PV de constat des travaux en date du 19/06/2025.
- Vu le PV de constat des travaux en date du 22/06/2025.
- Vu la faible cadence des travaux.

L'entreprise EURL EL RABIHINE CONSTRUCTION, représenté par son gérant Mr OTMANI NEDJADI demeurant au Cité des fonctions section 102 N°04 -2eme étage - wilaya de Mascara, titulaire du marché relatif a réaménagement des placettes publiques au boulevard de Bahloul Beldjillali centre de ville de Mascara, approuvé par le maître de l'ouvrage en date du 24/03/2025 sous le N°19 et visé par le contrôleur budgétaire sous le N°129 en date du 24/03/2025, L'entreprise est mise en demeure de :

- Accélérer la cadence des travaux.
- Renforcer le chantier en moyens humains et matériels nécessaires et assurer une bonne mise en œuvre des travaux.
- Organiser les travaux en trois brigades régulière de huit heures chacune 3*8 (suivant l'instruction ministériel N°9249 du 13/06/2023).

Un délai de 48 heures vous est accordé, passé ce délai des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur seront prise à votre rencontre.

LA DIRECTRICE

ANEP N° 2531010036 Le Quotidien d'Oran 10/07/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE NAAMA
DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION
NIF : N°415024000045103

AVIS D'INFRUCTUEOSITE D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°17/2025

En application des dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés Publics et des délégations de service public et l'article 46 de la Loi n° 23-12 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya de Naama informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 17/2025 paru dans les quotidiens nationaux (الجزائر) en date du 29/05/2025 et (Le Quotidien d'Oran) en date du 02/06/2025 dans le cadre des Travaux : VRD Primaires et Secondaires à Travers les Wilayas - Programme Additionnel 2018 -2eme Tranche Comme suite :

Lot 13: Voirie POS 18 HA Extension POS 20 HA et POS 40HA El Silm et Moussalaha à Naama

Lot 14: Voirie POS 35 HA Nord la Protection Civil et Hôpital 60 lits à Naama

L'Appel d'offre est déclaré infructueux (Aucun Soumissionnaire).

ANEP N° 2531010111 Le Quotidien d'Oran 10/07/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Wilaya de Sidi Bel Abbès
Direction de l'Administration Locale

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES
NIF 097422018000145

La direction de l'administration locale de la Wilaya de Sidi Bel Abbès Lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales pour LA RÉALISATION D'UNE SALLE DE DÉLIBÉRATION ET RESTAURANT+ ANNEXES AU NIVEAU DE NOUVEAU SIEGE APW / LOT N°02 / SALLE DE DÉLIBÉRATION ET RESTAURANT PHASE 02 (GROS ŒUVRE, CES).

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'administration locale- service de planification et de suivi des programmes de développement - bureau du marché - 1^{er} étage

1-Condition d'éligibilité :

- Disposer obligatoirement d'un certificat de qualification et de classification professionnelle, Activité Principale Bâtiment, Catégorie Quatre (04) ou plus en cours de validité.
- Avoir une moyenne du chiffre d'affaire des 03 dernières années ≥ 40.000.000,00 DA. (Quarante Millions De Dinars)
- Avoir réalisés au moins un (01) projet de même nature

Composition du dossier d'appel d'offre :

- A/- DOSSIER DE CANDIDATURE : voir page N° 08 article N°11/1 du cahier des charge -offre technique -
 - B/- L'OFFRE TECHNIQUE : voir page N° 09 article N°11/2 du cahier des charge -offre technique -
 - C/- L'OFFRE FINANCIÈRE : voir page N° 10 article N°11/3 du cahier des charge -offre technique -
- Le soumissionnaire présentera son offre de la manière suivante :

Chaque un des offres Dossier De Candidature, L'offre Technique et L'offre Financière doit être mis dans une enveloppe a pare porte la mention suivante :

- 1- Enveloppe N°1 DOSSIER DE CANDIDATURE
- 2- Enveloppe N°2 L'OFFRE TECHNIQUE
- 3- Enveloppe N°3 L'OFFRE FINANCIÈRE

Ces trois enveloppes seront enfermées dans une quatrième enveloppe, cette enveloppe extérieure devra être anonyme et doit porter uniquement la mention.

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITÉ MINIMALES

PROJET / RÉALISATION D'UNE SALLE DE DÉLIBÉRATION ET RESTAURANT
+ ANNEXES AU NIVEAU DE NOUVEAU SIEGE APW À SIDI BEL ABBES / LOT N°02 / SALLE DE
DÉLIBÉRATION ET RESTAURANT PHASE 02 (GROS ŒUVRE, CES).

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La date limite de dépôt des offres et fixée à 21 jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale avant 12 heures au niveau de l'administration locale, Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de 111 jours à compter de la date limite de dépôt des offres. Les soumissionnaires sont cordialement invités à assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis qui se tiendra le dernier jour de la date limite de dépôt des offres, à partir de 14H00.

LE WALI

ANEP N° 2531010037 Le Quotidien d'Oran 10/07/2025

Sans régulation, ni régulateur, un monde livré à l'arbitraire et la guerre

Par Abdelhak Benelhadj

Depuis la fin de la guerre est-ouest, l'économie marchande a considérablement élargi ses activités aux espaces jusque-là occupés par l'économie solidaire, entamé le partage des ressources et des richesses produites et érodé les fondements même des organisations économiques et sociales issues d'une longue histoire de « conquêtes ».

La concurrence interne qui démembre la société civile se combine avec une concurrence externe censée produire davantage de richesses et de bienfaits pour tous. Les intérêts privés sont légitimes à quêter le meilleur parti à tirer de leur environnement, mais seulement dans la limite où on se défait de l'idée absurde à les croire spontanément au service des intérêts de la collectivité et des nations, l'égoïsme individuel devenant richesse pour tous.

L'Union des Européens dont l'objectif était de préserver le continent des conflits qui l'ont affaibli au cours des deux siècles précédents, s'est peu à peu transformée en une machine à casser de précieux équilibres économiques et sociaux pour jeter les pays dans une concurrence effrénée (sociale, fiscale...) en quête vaine d'une plus grande performance économique et créativité technologique dont l'« hyperpuissance » américaine va continuer à tirer profit.

Habituellement, lorsque les Français cherchent une boussole et veulent savoir où ils en sont, c'est devant leurs meilleurs ennemis, aux Anglais et aux Allemands, qu'ils se toisent.

La comparaison ci-dessous, servie par l'actualité, entre la France et l'Italie est à la fois légitime, pertinente mais trompeuse en ce qu'elle entretient une rivalité stérile entre les deux pays et les induit en une compétition qui joue *in fine* contre eux et contre l'Union Européenne.

SPREAD FRANCO-ITALIEN

L'information tombée vendredi 04 juillet a fait grand bruit.

Le rendement des obligations italiennes à 5 ans (*Buoni del Tesoro*) s'élevait à 2,65% contre 2,67% pour les obligations françaises de même maturité. Ce qui revient à dire, pour s'en tenir aux « Une » des quotidiens économiques du lundi 07 juillet et à la réaction alarmée du ministre français de l'économie, que la France paie plus cher sa dette que l'Italie. Du jamais-vu en 20 ans !

Les Français, pour des raisons très différentes, ont toujours cultivé, avec une délicate préciosité, un complexe d'infériorité très ancien à l'égard de leurs voisins britanniques et germaniques. Vus des quartiers chics de Paris, par ses « élites » américanisées, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce... ne sont certes pas des pays du Tiers-Monde, mais demeurent des pays qui renvoient à une lointaine antiquité, un peu exotique où l'on peut passer des vacances par cher si on est las de la « Côte d'Azur » et de son patrimoine immobilier hollywoodien à plus de 16 000 euros le m².

Le réveil est brutal. Ce n'est pourtant pas une nouveauté : cette évolution, mise sous le boisseau par les médias, est en marche depuis des années.

- Le taux des titres de dette à 10 ans français est toujours moins élevé (3,28%) que l'italien (3,44%) mais le spread s'est réduit : 16 pts de base aujourd'hui alors qu'il était à 70 il y a un an. Certains s'en consolent...

POURQUOI EN EST-IL AINSI ?

Explication : l'Italie va mieux, la France s'enlise et l'Europe diverge.

- Le taux de croissance italien est plus élevé pendant que la pression exercée

par les instances européennes, la BCE et le FMI pousse la France vers des réformes structurelles, vers plus de « rigueur »... qui érode une croissance déjà anémique bien en dessous des prévisions du gouvernement.

- Déficit et Endettement.

- L'Italie baisse son déficit budgétaire.

2023 : + de 7%,

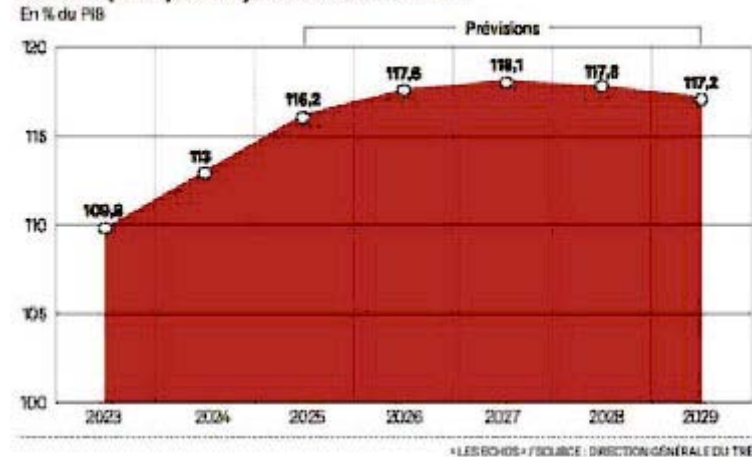
2024 : 3,4%

- **Excédent primaire italien** (du budget, hors paiement des intérêts de la dette).

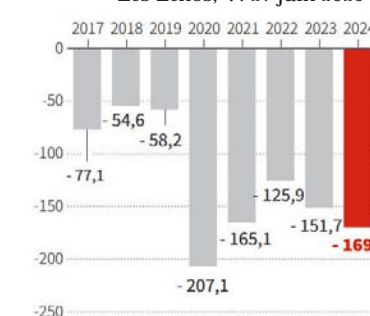
- La France, fin 2024 détient le troisième taux d'endettement public rapporté au PIB le plus élevé de l'Euroland, derrière la Grèce (153,6%) et l'Italie (135,3%). Mais la situation de ces deux pays s'améliore. La Grèce est passée depuis 2021 de plus de 197% à 153,6%. L'Italie, de son côté, a vu son ratio d'endettement fondre de 10 points sur la même période, de 145,7% à 135,3%. En revanche, la France, elle, a vu le sien s'élever à 113,1% en 2024, soit 3 303 Md• et plus de 116% en 2025).

- La dette italienne est détenue à environ un quart par des créanciers étrangers. Situation similaire pour la dette japonaise possédée à 90% par des investisseurs japonais. La dette française l'est, elle, à plus de la moitié par des acteurs étrangers (55%).

La dette publique française devrait s'alourdir



Les Echos, V. 27 juin 2025



Le Figaro, vendredi 28 mars 2025

- **Taux de chômage :** 6,6 pour l'Italie, contre 7,4 pour la France qui vient de battre un record de pauvreté cette semaine.

- Stabilité politique, d'un côté crise perpétuelle, de l'autre.

L'image de l'Italie en France est traditionnellement associée à la IV^{ème} République française. Dirigée par une G. Meloni (considérée avec un certain dédain par ses partenaires du nord) aussi discrète qu'efficace, l'Italie connaît une plus grande stabilité politique, alors que sa voisine transalpine, qui se targue de disposer d'institutions solides, vit en état de crise politique chronique.

La dissolution de l'Assemblée Nationale par E. Macron en juin 2024 a révélé et aggravé un rejet ancien et profond de la « classe dirigeante » qui se cramponne au pouvoir abusant de dispositifs constitutionnels forgés à une autre époque pour des hommes d'Etat d'une toute autre envergure.

Paris accumule les déficits et se retrouve coincé entre des nécessités et des objectifs divergents, pris dans un maelström infernal.

La politique de l'offre suivie pendant des décennies prive l'Etat de marges

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », Jean Jaurès, discours à la Chambre des députés le 7 mars 1895.

de manœuvre pour faire face aux déficits économiques et commerciaux : chute de l'investissement, perte de parts de marchés, moindre productivité, délocalisations, désindustrialisation... C'est pourtant au nom de la performance que la collectivité nationale affecte des aides croissantes aux entreprises privées.

L'économie française est coincée entre pays à compétitivité-prix et compétitivité-qualité, le déficit budgétaire a été le cul-de-sac dans lequel les exécutifs se sont enfermés pour tenter vainement d'éviter les déficits sociaux, politiques et diplomatiques qui réduisent les dirigeants français à la posture de communicateurs stériles qui n'ont plus prise sur leur réalité.

Cette politique de l'offre en faveur de la « liberté » (baisse de la fiscalité, déréglementation rampante, privatisation...) n'a « ruisselé » sur personne et n'a pas produit les effets vertueux escomptés : investissement, innovation, croissance, élévation du niveau général des compétences et des revenus, hausse de la compétitivité et des exportations...

recettes de l'Etat, observé ailleurs et en d'autres temps.

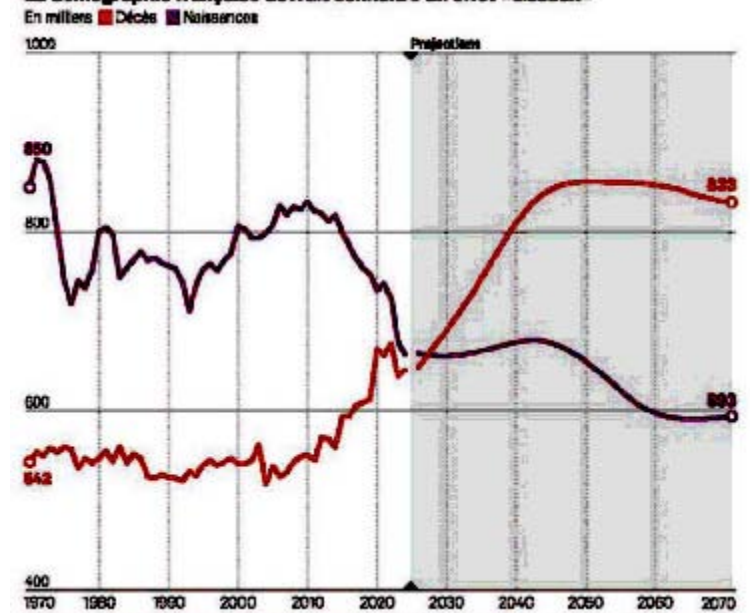
L'« effet boule de neige » que redoute P. Moscovici, président de la Cour des comptes (idem) devant la commission des finances du Sénat.

- Il ne reste plus beaucoup de postes sur lesquels la France serait à son avantage. Il fut un temps guère lointain où les Français se flattaient d'avoir un taux synthétique de fécondité bien supérieur à ses voisins.

- L'Italie était décrite alors comme une future pension pour vieux en voie de dépeuplement avancé.

Hélas ! Dans la douce France que chantait Charles Trenet, on y meurt aujourd'hui plus nombreux qu'on n'y naît. Les pompes funèbres générales ont plus de « clients » que les maternités.

La démographie française devrait connaître un effet « ciseau »



Les Echos, J. 27 mars 2025.

Le tableau dressé ci-dessus peut sembler excessivement rigoureux. Cependant, il est bien moins sombre que celui dressé tous les jours par les médias français bien plus sévères avec leur pays et ses dirigeants. Les querelles microcholines locales font vendre du papier et occupent ce qui reste du temps de cervelle disponible dans l'Hexagone.

Il est des Cassandre qui enterrent la France au moins deux fois par siècle. Et à chaque fois elles en sont pour leurs frais. Sans remonter à Alésia, les déroutes militaires qui précèdent et annoncent les débâcles globales, furent nombreuses : Azincourt, Trafalgar, Waterloo, Sedan, Compiègne... après chacune d'elles, la France renaît de ses cendres, aussi monstrueuses aient pu être ses désastres, aussi impardonnables, aussi coupable que fût l'égarement de ses dirigeants.

La comparaison franco-italienne laisserait croire que seule la France est en difficulté et que, par contraste, l'Italie vogue vers un avenir radieux. Le problème ne réside pas en un pays en particulier. Ce serait bien trop facile. Le désarroi français n'est que le symptôme d'une crise plus vaste qui affecte l'Union et même dépasse le cadre européen.

Contexte européen : « Make Germany Great Again »

La crise ukrainienne a provoqué un processus qui semble plus de trois ans plus tard, irréversible.

La rupture de ses échanges avec la Russie, sous injonction américaine, a privé l'industrie allemande d'une énergie bon marché et, par l'importation plus onéreuse du gaz américain, a augmenté ses coûts et réduit sa com-

pétitivité face à une concurrence chinoise de plus en plus forte, toujours moins chère et à qualité de plus en plus élevée, précisément sur les segments dans lesquels l'Allemagne excelle et a construit sa stratégie économique qui a fait la fortune de son commerce depuis des décennies : coûts, prix, qualité imbattable de la *Deutsche Qualität*.

Pour tenter de lever toutes ces contraintes, relancer son industrie et son économie, l'Allemagne tente de surfer sur les circonstances.

A coups de centaines de milliards d'euro, l'intrusion massive de l'Allemagne sur le marché de l'endettement, après une réforme constitutionnelle qui a fait disparaître la « règle d'or » interdisant le déficit budgétaire, va rendre plus difficile le financement des pays qui ne maîtrisent pas

leurs comptes publics. Si au moins l'Allemagne le faisait pour de bonnes raisons. Puisque l'Amérique veut que l'Europe investisse dans l'armement, recyclant ainsi ses excédents commerciaux, Berlin fait le choix délibéré d'une économie de guerre, inspiré par ses barons de l'industrie (Porsche, Krupp, BASF, Bayer, Rheinmetall, Daimler Benz...) qui retrouvent de vieux réflexes militaristes hégémoniques.

Les Allemands procèdent à une réforme qui lève la contrainte constitutionnelle qui lui interdisait les déficits budgétaires.

Le 18 mars 2025, le Bundestag a voté par 512 voix contre 206 en faveur de l'amendement proposé.

Le 21 mars 2025, le Bundesrat a voté en faveur de l'amendement par 53 voix contre 16, franchissant le seuil des deux tiers pour devenir loi.

La réforme a été soutenue par le SPD, la CDU/CSU et les Verts qui ont tous voté massivement en faveur de la réforme. Le FDP, l'AfD, La Gauche et le BSW se sont unanimement opposés à la réforme.

Wolfgang Schäuble s'est sûrement retourné dans sa tombe.

Derrière les déséquilibres qui affectent les pays européens, chacun selon ses conditions, il y a un déséquilibre infiniment plus préoccupant, plus grave et plus dangereux.

L'absence de régulateurs, l'absence de toute instance de régulation conventionnellement acceptée par tous préoccupe et inquiète.

Il n'y a plus d'arbitre : voici venue l'heure des matamores et des barbots.

La fragmentation du monde est en marche. Les uns après les autres, les principaux instruments de régulation des relations internationales issus du XX^{ème} siècle, sont mis hors-jeu.

Suite en page 10

Le scandale du nucléaire israélien

Par Djamel Labidi

Ici, on atteint un dérèglement de la pensée, de la morale, de la raison, de la logique tout court. Il y a, à ce sujet, une sorte d'omerta, de conspiration du silence. Seule l'Algérie a eu le courage récemment de briser ce silence. Elle l'a fait, le 25 juin, en pleine session du Conseil de sécurité, par la voix de son ambassadeur, Amar Bendjama qui a interpellé (1), le Conseil, sur ce «deux poids deux mesures», concernant le nucléaire israélien, et a prôné «une zone dénucléarisée», au Moyen-Orient. Il est allé jusqu'à s'interroger sur les raisons pour lesquelles Israël n'était pas soumis, lui aussi, à des inspections de l'AIEA. Et suprême audace, dans ce monde à deux vitesses, il est allé jusqu'à demander «une application totale et équilibrée» en matière de sanctions.

UNE TERREUR IDÉOLOGIQUE

Sur ce sujet, du nucléaire israélien, il y a un travail remarquable qu'on se doit de consulter pour qui veut connaître, de façon exhaustive, la question. Il s'agit d'une thèse intitulée: «Israël et sa dissuasion non conventionnelle: histoire d'un paradoxe géopolitique, 1948-2008» (2). On y comprendra mieux les raisons de l'ambiguïté mêlée à la terreur idéologique et politique qu'Israël maintient sur le sujet, en même temps, que la complaisance paradoxale des «cinq grands» (pays) à ce sujet.

L'acquisition de l'arme nucléaire par Israël s'est faite avec l'aide déterminante des gouvernements socialistes français. Cela avait commencé à s'élaborer dès 1956 lorsque le gouvernement français d'alors a eu besoin d'Israël pour s'attaquer, lors de l'expédition de Suez, à l'Égypte dont le soutien à la lutte armée de libération en Algérie l'obsédait. Puis cela s'est concrétisé définitivement par la fourniture à Israël et la mise en service par les techniciens français du réacteur nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev. Ce réacteur s'est mis à produire du plutonium à usage militaire au début des années 1960. La coopération s'est poursuivie, ensuite, et semble-t-il jusqu'à présent, par la fourniture des vecteurs des armes atomiques, avions puis missiles.

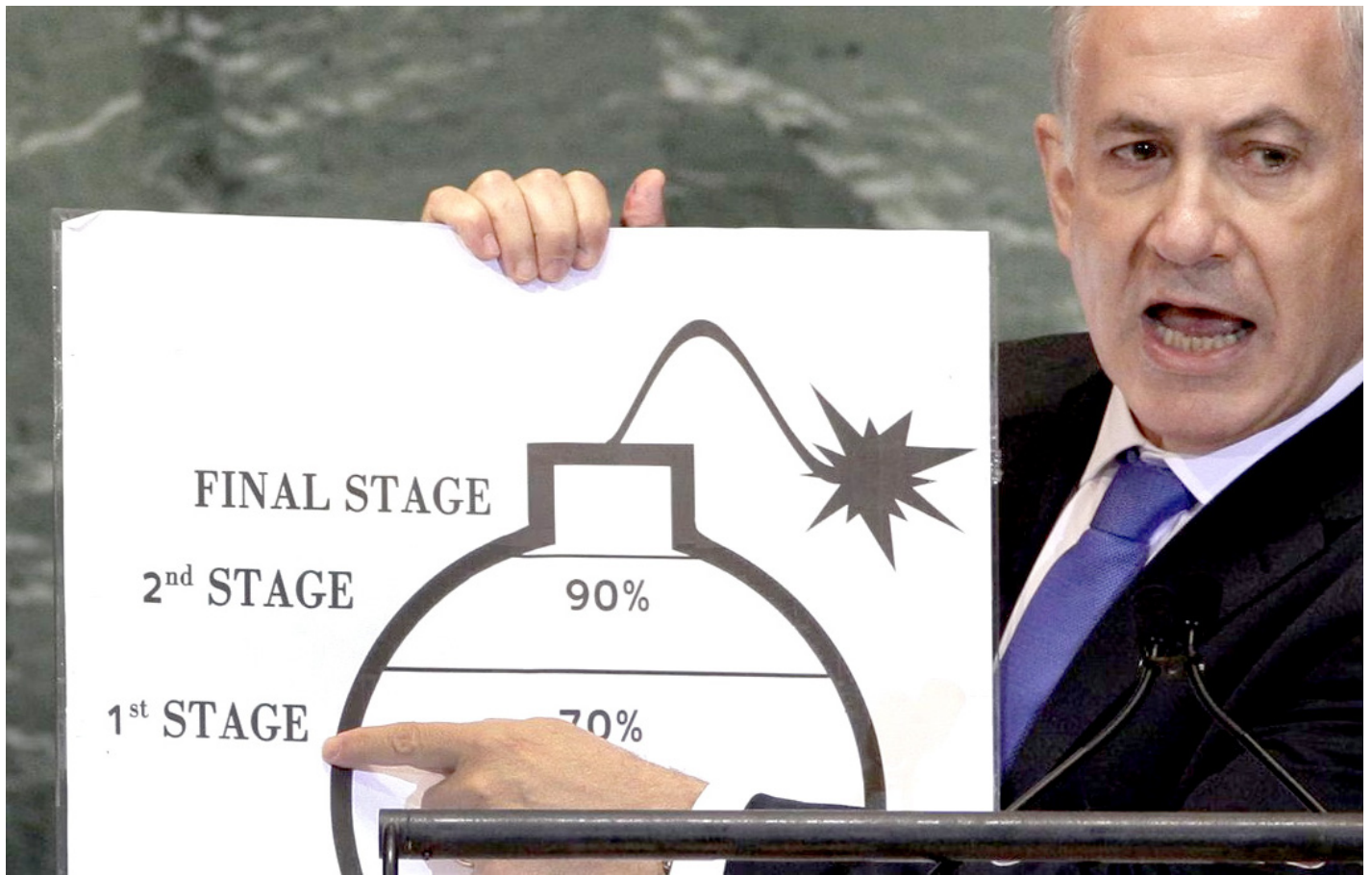
Pour avoir donné les détails du programme nucléaire israélien, un technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu a été kidnappé par les services secrets israéliens à Rome, où il s'était réfugié, et condamné à 18 ans de prison pour «trahison de secret d'Etat».

De manière générale, la terreur exercée pour imposer le silence sur la question est manifeste en Occident. Sur les plateaux mainstream, on pourra y discuter avec force indignation du nucléaire iranien, mais, chut tt..., pas un mot sur le nucléaire israélien. Le nucléaire iranien est présenté comme une «menace existentielle» pour Israël, pour l'Occident, et tant qu'on y est, allons-y, une menace pour le monde entier! Mais pas le nucléaire israélien, lui pourtant bien là, bien explosif, déjà embarqué sur 90 à 200, et même 300 ogives nucléaires suivant les estimations. Si la question était vraiment celle de la menace il serait si simple qu'aucun, dans la région, n'ait l'arme nucléaire. Mais, on n'y pense même pas, en Occident. Et pour cause, il ne s'agit pas, en vérité, de menace à écarter, mais d'une domination à préserver, celle d'Israël.

On est dans un monde de l'absurde, où on peut accepter que la logique, le simple bon sens n'ait plus cours, dès qu'il s'agit d'Israël. Allez-vous étonner, après, que dans un tel monde de la déraison, il y ait tant de cruautés, il y ait tant de crimes contre l'humanité, il y ait Gaza.

Le discours de légitimation de la bombe israélienne atteint des sommets de mauvaise foi. Ainsi, Israël a pour argument qu'il n'a pas signé, lui, au contraire de l'Iran, le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). L'argumentation en devient, même, parfois, risible. Un exemple parmi mille autres. Écoutez bien, le dialogue est succulent(3) : Mercredi 20 juin, plateau de LCI, une chaîne d'information française. Un ancien ministre de la Santé israélien, Nitzan Horowitz, reconnaît laborieusement, avec difficulté, qu'Israël possède la bombe atomique. Il dit tout, enfin presque, y compris le rôle prépondérant joué par la France (4) dans l'acquisition de cette arme. Il légitime sa possession par Israël par le «risque d'anéantissement» que l'Etat hébreu court. Il ajoute

Notre dernier article (*) parlait de l'arbitraire du monde actuel. Rien ne le révèle mieux que le tabou qui entoure le nucléaire israélien. Alors que la bombe nucléaire israélienne est, elle, une réalité concrète, présente, effective, c'est l'Iran, qui est agressé, bombardé, persécuté, harcelé pour un projet nucléaire virtuel, seulement soupçonné». Même les nouvelles forces émergentes mondiales, pourtant partisans de relations internationales démocratiques, basées sur l'égalité entre nations, semblent complices de ce monde absurde.



qu'Israël, à la différence des «autres» (les Arabes) n'a jamais parlé, lui, de l'anéantissement de ses ennemis».

Oui, admettons que les «autres» en aient parlé, ce qui est déjà contestable, mais la différence est qu'Israël, lui, est passé à l'acte, il le fait. Il anéantit le peuple palestinien qui n'a, lui, aucun moyen de l'anéantir.

Mais poursuivons à propos de ce plateau surréaliste. Un habitué, Xavier Tytelman (fan à la fois d'Israël, du Mossad, de Zelinsky et du SBU ukrainien, et va-t-en-guerre impénitent, mais est-ce besoin de le préciser) dit alors que «ce silence (d'Israël sur sa bombe nucléaire) a été un choix judicieux, pour que ses voisins ne la réclament pas eux aussi». Ça ne s'invente pas ! Et ils ajoutent tous, sur le plateau, en chœur, «qu'il n'y a jusqu'à présent que des pays responsables qui ont la bombe nucléaire». Ah, bon, et Hiroshima et Nagasaki, c'était «responsable». L'animateur, soudain téméraire, fera remarquer cependant que «Si l'Irak ou la Libye avaient possédé la bombe nucléaire, ils n'auraient jamais été attaqués». Mais son argument tombe à plat, superbement ignoré. Trop logique. On ne lui en demandait pas tant.

LES «RESPONSABLES» ET LES AUTRES

Vous avez dû certainement remarquer le terme: «responsables». Nous y voilà. Il y a au fond la persistance d'une vision avec des nations de deux catégories bien distinctes, les «responsables», les «civilisés» et les autres.

Qui peut mieux que la question du nucléaire trahir ce racisme, ce suprémacisme persistant. Le hic, c'est ce que cela ne touche pas seulement l'Occident hégémonique, ce qui est, tout compte fait, attendu de lui, mais aussi, et sur cette question singulièrement, des puissances partisans d'une démocratie internationale et de l'égalité entre les nations.

Ce deux poids, deux mesures concernant le nucléaire israélien est, apparemment, un quasi consensus entre les grandes puissances. C'est le Conseil de sécurité unanime, avec donc l'accord de la Russie et de la Chine, qui avait décidé de sanctions à ce sujet contre l'Iran. A-t-on vu le Conseil de sécurité faire de même concernant Israël ? N'est-ce pas tout à fait étrange, en contradiction avec toutes les règles du droit international, de la simple logique ? A-t-on entendu la Russie, la Chine, l'Inde dénoncer le nucléaire israélien ?

Leurs raisons sont présentées sous une argumentation humanitaire. Ils justifient leur position par leur souci d'empêcher la prolifé-

ration des armes nucléaires. Mais ce souci n'est-il pas celui de la préservation, en fait, d'un monopole? Il est en contradiction totale avec un autre principe qu'ils proclament, quand il s'agit d'eux, celui de la dissuasion nucléaire, lequel est supposé réguler les relations entre grandes puissances, et empêcher une conflagration par le danger de l'anéantissement réciproque. Suivant ce principe de dissuasion, l'Iran devrait donc posséder l'arme nucléaire puisqu'Israël la possède. Et qui peut mettre le monde au bord d'une déflagration mondiale si ce n'est les grandes puissances et leurs arsenaux nucléaires ?

La solution logique serait évidemment un désarmement nucléaire mondial, mais qui d'entre eux y pense ? Serait-ce tellement utopique ? C'était l'objectif du monde du 20^{ème} siècle. Celui du 21^{ème} siècle semble avoir régressé, en tout cas sur ce point.

Tout cela en dit long encore sur les inégalités persistantes entre nations, sur un ordre particulièrement injuste envers les nations faibles, la prédominance encore des intérêts étroits des grandes nations, y compris celles dites progressistes, lesquelles peuvent être tentées, en permanence, de faire passer leurs intérêts tactiques du moment au premier plan.

C'est particulièrement vrai pour l'agression israélienne et américaine contre l'Iran, la Palestine et d'autres conflits dits de second ordre. Ceci indique la nécessité toujours, pour une nation, d'être indépendante, de juger à l'aune de ses intérêts légitimes et non à celui de son partenaire même le plus proche, même le plus amical. C'est d'ailleurs le meilleur service à rendre à celui qui se présente en ami que de l'amener à regarder au-delà de lui-même, de ses intérêts présents ou immédiats.

C'est encore plus vrai lorsqu'il s'agit du Moyen-Orient: la solution est toute simple, évidente, bannir les armes nucléaires de la région, y compris pour Israël comme l'a demandé l'Algérie. Mais on a préféré traiter l'Irak, puis la Libye en pestiférés et maintenant c'est le tour de l'Iran.

UN PAYS AVERTI EN VAUT DEUX

Ce qui a concerné d'autres pays, agressés les uns après les autres ces dernières décennies, ce qui se passe pour l'Iran, peut concerner évidemment d'autres pays dont l'Algérie. L'Algérie coche toutes les cases de l'hostilité et de la convoitise d'un Occident désormais en crise économique majeure : un immense pays, riche de ses ressources naturelles, fier,

jaloux de sa souveraineté et de son indépendance, un soutien constant à la Palestine.

Déjà en 2022, une publication de la République sahraouie (5) signalait l'activité inamicale d'un groupe de représentants au Congrès, il est vrai, en nombre réduit, contre l'Algérie, lui reprochant ses liens traditionnels avec la Russie. Il y a quelques jours un député républicain américain, Joe Wilson a déposé une loi désignant le Polisario comme une «organisation terroriste».

Il se garde encore, cependant, de s'en prendre à l'Algérie, en tant que soutien du Polisario, comme l'y convie la presse marocaine. Mais la chaîne d'information continue israélienne, I24news, diffusait, déjà, le 2 juin 2022, un reportage accusant l'Iran et l'Algérie «de soutenir le terrorisme au Sahel et aux frontières» du Sahara Occidental. Plus généralement, les journaux israéliens font une campagne de plus en plus appuyée contre l'Algérie désignée «comme un ennemi irréductible d'Israël». Cela n'est pas sans rappeler le procédé si connu de diabolisation d'un pays.

Il faut bien sûr être attentif à tout cela. Un pays averti en vaut deux.

Notes

(*) «L'arbitraire» [https://www.lequotidien-
oran.com/?news=5339393](https://www.lequotidien-oran.com/?news=5339393)

(1) [https://lasentinelles.dz/index.php/2025/06/
26/conseil-de-securite-lalgerie-prone-une-
zone-denuclearisee-au-moyen-orient/](https://lasentinelles.dz/index.php/2025/06/26/conseil-de-securite-lalgerie-prone-une-zone-denuclearisee-au-moyen-orient/)
[https://www.aps.dz/monde/188601-conseil-de-
securite-l-algerie-appelle-a-la-creation-d-une-
zone-exempte-d-armes-nucleaires-au-moyen-
orient](https://www.aps.dz/monde/188601-conseil-de-securite-l-algerie-appelle-a-la-creation-d-une-zone-exempte-d-armes-nucleaires-au-moyen-orient)

(2) [https://publications.ut-capitole.fr/id/eprint/
13756/1/
la_dissuasion_isra%C3%A9lienne.pdf](https://publications.ut-capitole.fr/id/eprint/13756/1/la_dissuasion_isra%C3%A9lienne.pdf)

(3) [https://www.youtube.com/shorts/
9E19ZZpEZEI](https://www.youtube.com/shorts/9E19ZZpEZEI)

(4) [https://www.youtube.com/
watch?v=x8NpINXsXSQ](https://www.youtube.com/watch?v=x8NpINXsXSQ)

[https://www.instagram.com/reel/
DLC4CZgt1wz/](https://www.instagram.com/reel/DLC4CZgt1wz/)

[https://www.algeriepatiotique.com/2019/02/17/
revelation-dun-media-israelien-sur-les-essais-
nucleaires-francais-en-algerie/](https://www.algeriepatiotique.com/2019/02/17/revelation-dun-media-israelien-sur-les-essais-nucleaires-francais-en-algerie/)

Des israéliens sont présents au premier essai nucléaire français à Reggane dans le Sahara algérien le 13 février 1960.

(5) [https://noteolvidesdelsaharaoccidental.org/le-
lobby-anti-algerien-aux-etats-unis-sactive-a-
travers-des-hommes-politiques-dont-certains-
sont-connus-pour-leurs-liens-avec-le-maroc-
tsa-algerie/](https://noteolvidesdelsaharaoccidental.org/le-lobby-anti-algerien-aux-etats-unis-sactive-atravers-des-hommes-politiques-dont-certains-sont-connus-pour-leurs-liens-avec-le-maroc-tsa-algerie/)

Le contrat de travail aidé

■ Un levier sous-exploité pour l'insertion des jeunes diplômés

Par M. T. Hamiani

De nombreuses entreprises ont utilisé le dispositif pour bénéficier de main-d'œuvre à coût réduit sans engagement d'embauche à long terme, laissant les bénéficiaires sans réelle expérience valorisable sur le marché de l'emploi. De plus, l'inadéquation entre les profils formés et les besoins du marché a rendu difficile une intégration durable. Enfin, la cogestion du CTA par la Direction de l'emploi de wilaya et l'Agence de wilaya de l'Emploi a asphyxié le dispositif en multipliant les procédures bureaucratiques et en diluant les responsabilités, rendant l'accès au programme plus complexe et moins efficace. Une réforme en profondeur pourrait faire du CTA un véritable tremplin vers l'emploi durable.

Les entreprises notamment privées hésitaient à recruter via le CTA, jugeant les avantages insuffisants. Une solution consisterait à accorder des exonérations fiscales partielles et des subventions conditionnées à l'embauche durable. Une prime de conversion du CTA en CDI pourrait inciter davantage d'entreprises à stabiliser leurs employés. Toutefois, pour éviter un effet d'aubaine, ces incitations devraient être conditionnées à des engagements concrets en matière de formation et de maintien dans l'emploi. Une analyse sectorielle approfondie permettrait aussi d'identifier les branches professionnelles où ces mesures seraient les plus efficaces.

Si le CTA bénéficie surtout aux diplômés universitaires, il reste sous-exploité pour les jeunes issus de la formation professionnelle. Créer un «CTA métiers techniques», couplé à un programme de formation en entreprise, pourrait renforcer leur insertion. En parallèle, des dispositifs de formation pratique impliquant des professionnels expérimentés garantiraient une transmission de savoir-faire. En encourageant les partenariats entre centres de formation et entreprises, on assurerait une meilleure adéquation entre compétences acquises et besoins du marché.

Un des freins majeurs du CTA est l'absence de formation durant la période d'emploi. Une obligation de formation qualifiante pour les bénéficiaires du CTA, assortie d'une certification reconnue, permettrait une meilleure employabilité post-contrat. La mise en place d'une plateforme nationale de formation en ligne, gratuite pour les CTA, garantirait un accès facile aux savoirs complémentaires. Cette mesure serait d'autant plus pertinente si elle était couplée à un suivi post-CTA, permettant aux jeunes de capitaliser sur leurs acquis et d'accéder à de nouvelles opportunités.

Plutôt que de limiter le CTA à un emploi temporaire, il pourrait devenir une porte d'entrée vers l'auto-emploi. Un accompagnement post-CTA avec des modules sur la gestion d'entreprise et l'accès facilité aux dispositifs de financement tels que l'ANADE (pour les diplômés universitaires) ou l'ANGEM (pour les sortants des CFPA) permettrait de transformer certains jeunes en entrepreneurs. Un «Pack CTA-Entrepreneur», incluant des crédits et un coaching, pourrait encourager cette dynamique. Une collaboration entre les chambres de commerce et les structures existantes d'accompagnement à l'entrepreneuriat renforcerait cet axe en fournissant un soutien adapté aux jeunes porteurs de projets.

La modernisation du CTA passe par une simplification administrative. Une plateforme numérique permettant aux entreprises et aux candidats de suivre leur dossier en temps réel améliorerait la transparence du dispositif. Un suivi évaluatif des contrats permettrait également d'ajuster les mesures en fonction des besoins réels du mar-

Mis en place pour favoriser l'insertion des jeunes diplômés, actuellement gelé, le contrat de travail aidé (CTA) en Algérie a connu des limites significatives qui ont freiné son impact. Parmi les raisons de son échec initial figurent une lourdeur administrative, un manque d'incitations réelles pour les entreprises et l'absence de perspectives d'emploi durable à la fin du contrat.

ché. La digitalisation pourrait aussi inclure un système de notation des entreprises et des bénéficiaires, garantissant une meilleure régulation du dispositif et incitant les employeurs à s'impliquer davantage dans la formation des jeunes.

Un plan de réforme pourrait être appliqué progressivement : une première phase de modernisation administrative, suivie d'accords sectoriels pour favoriser l'emploi des diplômés, puis une évaluation des résultats avant d'envisager un déploiement plus large. Par ailleurs, une approche expérimentale dans certaines wilayas pilotes permettrait d'analyser l'impact des mesures proposées avant une généralisation.

Avec ces ajustements, le CTA pourrait devenir un instrument clé de l'insertion professionnelle en Algérie, en réconciliant formation, emploi et entrepreneuriat. Une refonte stratégique basée sur des évaluations régulières et un dialogue constant entre acteurs économiques, éducatifs et institutionnels assurerait la réussite de cette réforme.

Le contrat de travail aidé est un mécanisme qui vise à faciliter l'insertion professionnelle en accordant des aides aux employeurs. Toutefois, l'adhésion des entreprises surtout privées à ce dispositif reste limitée, principalement en raison de la perception d'avantages insuffisants par rapport aux contraintes administratives et aux exigences de maintien dans l'emploi. Pour rendre ce dispositif plus attractif et efficace, plusieurs leviers peuvent être envisagés.

1. RENFORCEMENT DES INCITATIONS FINANCIÈRES

Actuellement, les entreprises considèrent que les aides accordées dans le cadre du CTA ne compensent pas suffisamment les coûts salariaux et les charges sociales. Pour y remédier, plusieurs pistes peuvent être explorées :

- Exonérations fiscales partielles : réduire les charges fiscales pour les employeurs qui recrutent via le CTA, notamment en allégeant les cotisations sociales pendant une période donnée (12 à 18 mois au maximum).

- Subventions conditionnées à l'embauche durable : accorder une prime progressive aux entreprises qui transforment les CTA en contrats à durée indéterminée (CDI), afin d'encourager la stabilisation des employés.

- Prime de conversion CTA en CDI : mettre en place une prime financière pour chaque conversion réalisée, avec un montant dégressif sur plusieurs années, lié à l'ancienneté de l'employé.

2. ADAPTER LE CTA AUX RÉALITÉS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Si le CTA bénéficie surtout aux diplômés universitaires, il reste sous-exploité pour les jeunes issus de la formation professionnelle. Créer un «CTA métiers techniques», couplé à un programme d'encadrement en entreprise, pourrait renforcer leur insertion. En parallèle, des dispositifs d'appui technique impliquant des professionnels expérimentés garantiraient une transmission de savoir-faire. En encourageant les partenariats entre centres de formation et entrepri-

ses, on assurerait une meilleure adéquation entre compétences acquises et besoins du marché.

3. ASSOCIER LE CTA À UNE FORMATION CONTINUE ET À LA CERTIFICATION

Un des freins majeurs du CTA était l'absence de formation durant la période d'emploi. Une obligation de formation qualifiante pour les bénéficiaires du CTA, assortie d'une certification reconnue, permettrait une meilleure employabilité post-contrat.

- Plateforme nationale de formation en ligne : elle garantirait un accès facile aux savoirs complémentaires.

- Suivi post-CTA : permettre aux jeunes de capitaliser sur leurs acquis et d'accéder à de nouvelles opportunités professionnelles.

4. VERS UN CTA TREMPLIN POUR L'ENTREPRENEURIAT

Plutôt que de limiter le CTA à un emploi temporaire, il pourrait devenir une porte d'entrée vers l'auto-emploi. Un accompagnement post-CTA avec des modules sur la gestion d'entreprise et un accès facilité aux dispositifs de financement tels que l'ANSEJ ou l'ANGEM permettrait de transformer certains jeunes en entrepreneurs.

- Pack CTA-Entrepreneur : incluant des crédits et un coaching.

- Collaboration avec les chambres de commerce : fournir un soutien adapté aux jeunes porteurs de projets.

5. DIGITALISER ET SIMPLIFIER L'ACCÈS AU CTA

La modernisation du CTA passe par une simplification administrative.

- Plateforme numérique : permettre aux entreprises et aux candidats de suivre leur dossier en temps réel pour améliorer la transparence.

- Suivi évaluatif des contrats : ajuster les mesures en fonction des besoins réels du marché.

- Système de notation : notation des entreprises et des bénéficiaires pour garantir une meilleure régulation et inciter à un engagement actif dans la formation des jeunes.

6. UNE MISE EN ŒUVRE PAR ÉTAPES

Un plan de réforme pourrait être appliqué progressivement :

1. Phase 1 : modernisation administrative (digitalisation et simplification des procédures).

2. Phase 2 : accords sectoriels pour favoriser l'emploi des jeunes.

3. Phase 3 : évaluation des résultats avant d'envisager un déploiement plus large.

4. Expérimentation dans certaines wilayas pilotes pour analyser l'impact des mesures proposées avant une généralisation.

7. CENTRALISATION DU SUIVI ADMINISTRATIF PAR L'ANEM

- Création d'un guichet unique numérique : une plateforme nationale gérée par l'ANEM où les entreprises et les bénéficiai-

res pourraient suivre en temps réel l'état d'avancement des dossiers (validation des contrats, attestations, suivi de la durée du contrat, etc.).

- Numérisation des démarches : permettre aux employeurs de déposer les contrats en ligne et aux jeunes de suivre leur dossier, réduisant ainsi les délais de traitement.

- Vérification et contrôle des contrats : l'ANEM s'assurerait de la conformité des contrats avant validation (respect des conditions d'éligibilité, déclaration CNAS, respect du SMIG, etc.).

- Evaluation périodique des bénéficiaires : l'ANEM pourrait instaurer un suivi trimestriel pour s'assurer que le bénéficiaire travaille effectivement et bénéficie d'une formation en entreprise.

Gestion du paiement des bénéficiaires par l'ANEM

- Versement direct sur compte bancaire : l'ANEM pourrait verser directement la part de l'indemnité due aux bénéficiaires via des comptes bancaires, garantissant ainsi la transparence et la rapidité.

- Automatisation du paiement : un système de validation automatique à partir des déclarations mensuelles des employeurs permettrait d'éviter les retards de paiement.

- Mise en place d'un système de réclamation : un espace dédié sur la plateforme permettrait aux bénéficiaires de signaler d'éventuels retards ou irrégularités dans le paiement de leur indemnité.

Renforcement du contrôle et de l'évaluation

- Contrôles aléatoires en entreprise : l'ANEM et l'inspection du travail pourraient effectuer des visites ponctuelles pour s'assurer que le CTA est bien respecté et éviter les abus.

- Système de notation des employeurs : une évaluation des entreprises en fonction du respect des engagements et du taux de conversion CTA-CDI permettrait d'orienter les incitations vers les employeurs les plus engagés.

- Suivi post-CTA : un dispositif de suivi des jeunes après la fin du contrat permettrait d'analyser l'impact du CTA sur leur insertion (accès à un CDI, poursuite en formation, entrepreneuriat, etc.).

Avec ces ajustements, le CTA gagnerait en efficacité et en attractivité, tout en assurant une meilleure gestion des fonds publics et une insertion professionnelle plus durable.

- La modification du décret exécutif n° 08-126 du 19 avril 2008 relatif au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) est essentielle pour adapter le contrat de travail aidé (CTA) aux réalités actuelles du marché de l'emploi en Algérie.

- Création d'un chapitre spécifique dédié au CTA, précisant ses objectifs, son champ d'application et ses conditions d'éligibilité.

- Définition des catégories de bénéficiaires (jeunes diplômés, issus de la formation professionnelle et de l'université).

- Précision des obligations des employeurs en matière d'encadrement et de formation des bénéficiaires du CTA.

CONCLUSION

Grâce à ces ajustements, le CTA pourrait jouer un rôle central dans l'insertion professionnelle en Algérie, en favorisant une meilleure synergie entre formation, emploi et entrepreneuriat. Une réforme progressive, appuyée sur des évaluations régulières et un dialogue permanent entre les acteurs économiques, institutionnels et de formation, garantirait son efficacité et sa pérennité, tout en répondant aux évolutions du marché du travail.

Secteur de l'emploi

- Référence : décret exécutif n° 08-126 du 19 avril 2008 relatif au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle.

Incendiaires et pyromanes

Menace sur nos forêts, enjeu pour notre nation !



Par Cherif Ali*

C'est, d'ailleurs, dans ce sens que le président de la République Abdelmadjid Tebboune a consacré une partie de ses orientations durant le Conseil des ministres, tenu hier, au dossier des feux de forêts. Il a, ainsi, ordonné d'élever au maximum le niveau de vigilance dans les semaines à venir en prévision de la hausse des températures et, surtout, faire preuve d'une extrême prudence lors des opérations de récolte compte tenu de leur sensibilité en ces périodes de grandes chaleurs.

**LE RISQUE EST ÉLEVÉ
ET LA MENACE EST RÉELLE.**

La période de fin du mois de juin en est la preuve. Plusieurs wilayas ont été touchées par une vague d'incendies. Néanmoins, la situation demeure gérable jusqu'à présent. Il n'en reste pas moins qu'il est admis que les incendies de forêts sont fréquents durant la saison sèche qui s'étend de début juin à fin octobre de chaque année. Durant cette période, la végétation est confrontée à un stress hydrique. Les plantes perdent une quantité importante de l'eau absorbée par le processus de l'évapotranspiration, afin d'atteindre un certain équilibre de température. La végétation se dessèche et constitue ainsi un excellent combustible pour les feux et, aussi étonnant que cela puisse paraître, les feux de forêts, selon les experts, sont aussi vitaux pour la forêt que le soleil et la pluie :

- Ils permettent d'éliminer les arbres les plus vulnérables aux insectes au même titre qu'aux maladies.
- Ils favorisent également la croissance des jeunes plantes en produisant des ouvertures permettant au soleil de les atteindre.
- Certaines espèces de conifères ont même besoin de la chaleur des incendies pour ouvrir leurs cônes et libérer les graines qui donneront, à leur tour, naissance à de nouveaux arbres.

De ce qui précède, il serait toutefois légitime de se demander ce qui rend les feux de forêts non seulement plus fréquents, mais aussi plus violents et remarquablement incontrôlables.

Les experts pointent du doigt le nombre croissant des habitants en prise directe avec la forêt même si les années noires de grands feux sont des scénarios sans cesse répétés. Ils sont surtout exacerbés par la pression démographique et l'interpénétration croissante des espaces forestiers et de l'habitat qui font que les enjeux s'accroissent considérablement. Il n'en reste pas moins que les points d'éclosion de grands feux reviennent à intervalles réguliers, dans certaines de nos régions et les changements climatiques n'en sont pas les causes principales !

Chaque année donc, des milliers d'hectares de forêts sont dévorés par les flammes. Les incendies se déchaînent surtout entre les mois de juin et de septembre. La faune, la flore, le tourisme et l'air ambiant sont les principales victimes des feux de forêt qui ont ravagé, ces dernières années, les massifs montagneux de l'Algérie. Si en valeur absolue les superficies brûlées restent, relativement modestes, comparativement à certains pays du bassin méditerranéen, la rareté des forêts et les menaces de désertification font que les incendies ont un impact particulièrement désastreux sur l'environnement sans compter, bien évidemment, les atteintes aux riverains qui en viennent à perdre leurs biens, leurs terres, leurs animaux et pour certains, leur vie !

Même si les causes directes des feux sont le plus souvent humaines, que ce soit par des départs de feu accidentels ou criminels, les études tendent à prouver que l'augmentation de l'étendue des dégâts est une répercussion du changement climatique qui assèche la végétation et entraîne une augmentation du risque des feux des forêts. Les températures plus élevées favorisent la transpiration des plantes et assèchent l'eau contenue dans les sols.

Ces deux faits conjugués rendent plus propice le risque d'incendie.

Alors que l'été est déjà entamé, l'Algérie affronte le spectre des feux de forêts habituellement fréquents durant cette saison et est déterminée à limiter les dégâts autant que possible.



Mais les spécialistes sont allés plus loin en affirmant avoir identifié 29 motifs d'incendies possibles pour l'Algérie !

Ils les ont divisés en trois catégories : naturels, accidentels par malveillance, et /ou négligence. Ces experts sont arrivés à la conclusion qu'en Algérie, il n'existe pas déjà de « Programme institutionnalisé d'enquêtes sur les motifs des incendies » !

Ce qui réduit, selon eux, l'efficacité potentielle des initiatives de prévention, par manque d'actions ciblées sur les groupes humains responsables. La prévention, disent-ils, restera donc vouée à l'échec. Et ancrée à des modèles maintenant dépassés qui ne s'appuient que sur des infrastructures du type pistes, points d'eau et pare-feu. Les pouvoirs publics s'en sont tenus, quant à eux, à leur idée, à savoir que des nombreux incendies qui ont ravagé l'été dernier des milliers d'hectares de forêts dans les wilayas du pays, ont été causés par des « mains criminelles » !

**ET LA MOTIVATION DE CETTE
«PYROMANIE» ÉTAIT AVANT
TOUT PÉCUNIAIRE!**

Ils rejoignent en cela les riverains des massifs forestiers qui avaient estimé que «l'on est en face de prédateurs du foncier; c'est une opération politique, une vengeance orchestrée par des centres prédateurs dérangés visant à gâter la prédation, récupérer le foncier agricole détourné de sa vocation ou utilisé, exclusivement, comme garantie pour l'obtention des crédits bancaires qui ne donnent lieu à aucun projet». C'est maintenant établi : des maffieux tirent profit des hectares dévastés qui sont récupérés pour les besoins des promoteurs immobiliers sans scrupules. Il y a aussi l'escroquerie à l'assurance pratiquée par certains pour rattraper leurs maisons ou se faire rembourser leurs plants !

Il y a également les chercheurs de miel sauvage qui n'hésitent pas à enflammer les branches pour récupérer le produit.

Ces catastrophes ont bien sûr fait réagir d'autant plus que derrière les récents incendies, des criminels pyromanes ont agi pour leur propre compte ou pour des lobbies.

A ce niveau de cette contribution, il conviendrait toutefois, d'apporter les précisions suivantes telles que rapportées par certains psychiatres :

1. Il ne faudrait pas confondre pyromane et incendiaire.
2. L'incendiaire met le feu dans un but précis : il s'en prend à l'entreprise du patron qui l'a licencié, ou au champ du voisin avec lequel il est en conflit. Le pyromane, lui, n'a d'autre but que de répondre à une excitation qui l'obsède. C'est une pulsion profondément ancrée d'où les fréquentes récidives.
3. On ne le prend pas la main dans le sac parce qu'il cherche justement à jubiler, d'avoir été à l'ori-

gine de ce spectacle grandiose, qu'il regarde.

4. Le pyromane est hyperactif; sa pulsion est tellement forte qu'il peut allumer beaucoup de feux.
5. On a du mal à le prendre sur le fait.
6. Ensuite il faut prouver sa culpabilité et ensuite trouver la bonne mesure médicale, sociale, pénale.
7. Certains pyromanes vont même jusqu'à se rapprocher de l'enquête, ou revenir quelques fois sur les lieux. Et c'est à cette occasion-là, que quelques fois, ils peuvent se faire repérer par les services de sécurité.

A cause des changements climatiques, les feux de forêts risquent de devenir plus fréquents et plus intenses dans les pays au pourtour méditerranéen en général et en Algérie en particulier.

Il est donc primordial de mettre en place une stratégie de prévention et de lutte contre les incendies de forêt qui sont classés parmi les dix risques majeurs inscrits dans la loi 04-20 du 25 décembre 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable». Au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, on plaide pour la création d'un fonds qui «financera toutes les activités de prévention avant et pendant les catastrophes».

Pour l'heure, « des mesures proactives » ont été prises par ce département pour faire face aux catastrophes majeures, à travers l'installation du « Comité national d'intervention contre les incendies de forêt » le 27 février, au lieu de la fin du mois de mai.

A charge pour les collectivités locales de : Mettre à jour leurs plans Orsec

1. Réfléchir sur un système d'alerte rapide pour signaler tout départ d'un feu
2. Prévoir des aménagements adéquats pour faciliter l'intervention des services compétents en matière de lutte contre les feux de forêt
3. Procéder en temps et en heure, aux débroussaillages nécessaires des endroits à risque
4. D'identifier les moyens humains et matériels à mobiliser rapidement en cas d'incendie

Il faut dire aussi que le laisser-aller et les interventions conjoncturelles d'un personnel non formé pour la circonstance aggravent la situation, quand la catastrophe se produit ! Mais force est de constater qu'en l'absence d'une stratégie d'intervention à moyen et à long termes, les mêmes erreurs et les mêmes défaillances se reproduisent de manière cyclique, avec leur lot de drames humains et de dégâts matériels. Est-il besoin de rappeler, par le passé, les étés meurtriers et les incendies avaient marqué profondément les populations durement touchées dans leurs chairs et leurs biens? Elles s'attendaient, pour le moins, et devant la gravité de la situation, à ce que le gouvernement classe leurs régions « zones sinistrées ».

C'est cette insolente torpeur, le manque de réactivité, voire l'indifférence des institutions, tant centrales que locales, à l'égard de la détresse des populations qui avaient provoqué par le passé la désaffection de ces dernières à

l'occasion des élections. Ce qui, rappelons-nous, avait fait réagir le Président Abdelmadjid Tebboune qui, dans l'urgence, avait convoqué « le Haut-Conseil de Sécurité » suite aux dysfonctionnements graves qui avaient impacté négativement la vie du citoyen.

Ils ont pris la forme, dans certains cas, d'actes de sabotage destinés à nuire à la bonne marche de l'économie et des institutions du pays. Il avait insisté pour que des enquêtes approfondies soient menées avec la plus grande célérité sur de tels agissements, entre incendies de forêts, ruptures en alimentation en électricité et eau potable, indisponibilité brutale des liquidités au niveau des centres postaux et dégradation des bouteilles et citernes d'oxygène dans les hôpitaux, à l'effet de déterminer avec précision les véritables responsabilités. Dans cet ordre d'idées, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, vient de présider la cérémonie de sortie de la 16e promotion de médecins-lieutenants et de la 47e promotion d'agents de la Protection civile qui comptent 27 médecins-lieutenants et 600 agents des 10 wilayas nouvellement créées, ainsi que des étudiants de l'Etat de Palestine, de la Syrie et de la Mauritanie. Elles ont été baptisées du nom de l'Amenokal du Tassili N'ajjer, le moudjahid Brahim Ghoulma. Toute une symbolique!

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de sortie de ces promotions, le ministre de l'Intérieur avait affirmé que « les nouvelles wilayas seront renforcées en moyens humains, et ce en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la nécessité d'assurer toutes les conditions et moyens permettant à ces wilayas de répondre aux aspirations de ses habitants ».

A cette occasion, il a salué les grandes capacités dont dispose le corps de la Protection civile, et ce, a-t-il dit, « de l'aveu de l'ONU qui l'avait intégré dans le réseau des intervenants en situation de catastrophes à l'étranger, au vu du haut sens de professionnalisme dont ses unités ont fait preuve lors des opérations de recherche et de secours auxquelles elles ont participé dans plusieurs pays touchés par des catastrophes naturelles ».

Il avait aussi affirmé qu'« en plus du Canadair, d'une capacité de 12 000 litres, acquis l'année dernière par le ministère de la Défense nationale, des mesures ont été prises, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour l'acquisition de six avions Canadairs avant la fin du 1er semestre 2024 et la location de sept autres ». «L'Etat s'emploie, à travers toutes ses institutions à mobiliser tous les moyens matériels et humains afin d'éviter la répétition des catastrophes causées par les feux de forêts et de sauvegarder les vies et les biens, et ce dans le cadre d'une feuille de route élaborée en collaboration avec les différents départements ministériels, les services concernés, la société civile et la population locale», a conclu le ministre de l'Intérieur qui a fait de la lutte contre les incendies de forêts sa priorité absolue, à l'orée de cette saison estivale qui s'annonce des plus chaudes.

Notre Protection civile est une force de frappe et nos équipes l'ont prouvé lors des interventions faites ici en Algérie et ailleurs, en Syrie, en Turquie et, dernièrement, en Libye.

Conclusion

Les incendies de forêts en Algérie ne relèvent plus du simple aléa climatique. Ils traduisent un malaise profond mêlant délinquance environnementale, spéculations foncières, négligences institutionnelles et troubles psychiques. Entre les incendiaires aux intérêts bien calculés et les pyromanes guidés par des pulsions incontrôlées, la forêt devient un théâtre de destruction aux conséquences écologiques, sociales et économiques dramatiques.

Face à cette menace multiforme, seule une stratégie nationale globale, anticipative et coordonnée peut mettre hors d'état de nuire ceux qui exploitent les failles du système. Cela implique la modernisation des moyens de surveillance, l'application rigoureuse de la loi, la formation spécialisée des intervenants, mais aussi une véritable mobilisation citoyenne autour de la protection de notre patrimoine forestier, désormais en sursis. La forêt algérienne ne doit plus être le champ de bataille de l'inconscience, de l'avidité ou de la vengeance. Elle doit redevenir un bien commun, protégé avec la rigueur d'un Etat et la vigilance d'un peuple.

*Ancien Cadre supérieur de l'Etat

D'El Hamdania à Boumerdès

Le projet de grand port-centre a-t-il finalement trouvé la bonne voie ?

Par M. Belkheïr Ikkache*

Après l'avoir programmé, mené des études techniques poussées pour pouvoir le peaufiner et de le reporter à la dernière minute alors que le contexte géoéconomique régional exigeait qu'il soit rapidement mis sur pied, l'Algérie vient de reprendre en main le projet d'un grand port-Centre en optant cette fois-ci pour le littoral de Boumerdès, seul endroit, dit-on, présentant les avantages pour accueillir un tel ouvrage.

Pourtant, le projet en question tel que prévu initialement - c'est-à-dire à El Hamdania - Cherchell - était sur la bonne voie et tout le monde espérait qu'un jour ce dernier voit enfin le jour au grand bénéfice de notre économie. Une économie, faut-il rappeler, fondamentalement rentière, dépendant en grande partie de ressources énergétiques (pétrole et gaz, notamment) et d'infrastructures portuaires datant d'une ère aujourd'hui consommée et n'arrivant pas, en dépit de tout, à s'adapter aux nouveaux défis que sont les techniques managériales modernes et la numérisation, pour ne citer que ceux-là.

LE PEU D'AUTONOMIE QU'ON LEUR A ACCORDÉ NE LEUR A PAS SUFFI

Par le passé récent, nos ports ont subi, au prorata du temps, des réformes que d'aucuns qualifient de « cosmétiques », et qui ne les ont finalement conduit qu'à une relative autonomie. Cela n'a pas suffi et les problèmes de fond - ceux d'ordre structurel, particulièrement -, auxquels ils font face sont toujours là et font à chaque fois l'actualité. En d'autres mots, gagnés par l'obsolescence, ils ne peuvent donner au-delà de leurs capacités, au demeurant limitées, bien qu'on les met souvent sous pression, à leur détriment, pour faire mieux. En effet, nos ports marchands sont quasiment tous physiquement contraignants. Les navires et leurs cargaisons ne sont pas traités correctement, et cela aussi bien au niveau de la rade qu'au niveau des quais et des terre-pleins. A titre d'exemple, ils ont, pour la plupart, un tirant d'eau (hauteur de la partie immergée d'un bateau) ne dépassant pas les 10 m au plus et des surfaces commerciales restreintes susceptibles d'être facilement saturées ; ce qui constitue un véritable frein à leur productivité, et par extension à leur croissance. Comme chacun sait, cette situation induit inévitablement un manque à gagner important, notamment en matière de surestaries, que nous compensons, évidemment, avec de l'argent du Trésor public, alors que cet argent inutilement dépensé peut autrement être engagé pour satisfaire d'autres besoins urgents dont a besoin la population.

POUR COMBLER LE RETARD, UN GRAND PORT EST PROJETÉ À EL HAMDANIA (CHERCHELL)

Initié en 2015 et porté sur la place publique pour information, cet ambitieux projet donnait de l'espoir à tout le monde, en particulier à la communauté portuaire. En effet, depuis son annonce, il n'a cessé de tenir en haleine tout un pan de la société dans le sens où, à travers la réalisation de cette méga-infrastructure, on voyait déjà l'Algérie occuper une place honorée sur la scène portuaire régionale et internationale.

Pour rappel, ce port en eau profonde était non seulement destiné au commerce national par voie maritime, mais aussi aux échanges à l'échelle régionale et internationale. Présenté comme un futur important hub portuaire, le port, qualifié pompeusement de « géant », est, selon les données techniques telles qu'initiales, adossé à une zone logistique et trois (03) zones industrielles situées à des distances comprises entre 10 et 30 kilomètres du site et reliées au réseau ferroviaire et routier national. Il devait compter 23 terminaux d'une capacité de traitement de près de 6,5 millions de containers/an et de 25,7 millions de tonnes/an de marchandises générales (general cargo).

POURQUOI A-T-ON HÉSITÉ À LANCER LA CONSTRUCTION DU PROJET ?

On peut supposer avec risque de nous tromper que l'Algérie possédant aujourd'hui onze (11) ports marchands, s'est contentée de l'existant tout en misant sur celui de Djendjen (Jijel) comme futur hub portuaire. Ce dernier, au départ battant de l'aile et déserté, semble-t-il, pour vices de construction (passe ouverte aux vents, notamment), commence maintenant à avoir de la visibilité grâce aux corrections apportées, au soutien de l'Etat et aux efforts déployés par le collectif des employés en matière de management et de productivité. L'autre raison et non des moindres, est l'opposition ferme et vivace des écologistes contre ce projet dont le site est, d'après eux, situé dans un écosystème marin protégé où la biodiversité est des plus riches et des plus variées et qu'il

« En cas de conflits armés, les navires et ports marchands sont réquisitionnés. Or, en l'état où elles se trouvent actuellement, nos infrastructures portuaires, à l'exception peut-être de celle de Djendjen (Jijel), pourraient ne pas répondre aux attentes des autorités. L'armement militaire, naval en particulier, a largement évolué et devient de plus en plus exigeant par rapport à la logistique allouée. Par conséquent, la réalisation d'un grand port de dernière génération est plus que souhaitée »



ne faut à tout prix incommoder ni importuner pour que les espèces (faune et flore) puissent se mouvoir librement et se régénérer aisément.

DJENDJEN : UNE PLACE STRATÉGIQUE

Le port de Djendjen se positionne sur une place géographique stratégique. En effet, il se situe à moins de 50 miles de la route maritime reliant le canal de Suez au détroit de Gibraltar. Cette position lui confère un rôle privilégié pour être un hub de trafics transcontinentaux. De même, il est à 10 km du chef-lieu de la wilaya de Jijel, à 2 km du chef-lieu de l'aéroport de la ville éponyme, à 40 km de la zone industrielle de Bellara, à 350 km d'Alger, et se considère comme étant le port le plus proche de Hassi Messaoud (900 km) et des zones pétrolières.

UNE INFRASTRUCTURE JOUISSANT D'ATOUTS IMPORTANTS

Avec un tirant d'eau allant jusqu'à 18,20 m, le port de Djendjen est parmi les grandes œuvres portuaires en Méditerranée. En plus d'un nouvel appointement minéralier pour l'expédition de milliers de tonnes d'acier, le terminal à conteneurs qui est en phase de parachèvement et doté d'une capacité de 2 mil-

lions d'EVP/an, est pressenti à l'avenir comme plateforme destinée au transbordement en Algérie.

Sa principale fonction, dit-on, est d'absorber un important volume du trafic conteneurisé à l'échelle nationale et jouera un rôle primordial en Méditerranée. L'avènement imminent de la pénétrante autoroutière reliant directement le port à la capitale des hauts plateaux sur 110 km, permettra également un flux de marchandises plus rapide et le confortera dans sa position de leader national.

CONCLUSION

Moteur de l'économie, les ports sont destinés à assurer dans les meilleures conditions économiques et de sécurité, toutes les opérations d'embarquement et de débarquement de personnes, de marchandises et d'animaux vivants transitant du mode maritime au mode terrestre de transport et inversement ainsi que toutes les opérations liées à la navigation maritime.

Or, s'agissant dans notre cas de réalisation d'un grand port, l'on est en droit de se demander pourquoi a-t-on perdu tant de temps pour ériger pareil projet, au demeurant essentiel et indispensable pour un développement moins contraignant de l'économie algérienne ; alors que saisissant au vol

l'occasion, des pays voisins ont eu leur sien depuis pas mal de temps et ils s'en sortent, tenez-vous bien, aujourd'hui si bien.

Et puis, conséquence d'une balance commerciale et celle des paiements virant au vert depuis qu'on s'attèle à remettre le pays sur les bons rails, l'économie algérienne, d'essoufflée, commence maintenant à mieux respirer. Preuve en est, les importations ont, d'une manière générale, fléchi - bien que ces dernières jouent le yoyo selon les conjonctures - et les exportations hors hydrocarbures ont rebondi. Oubliés pendant un temps, le temps est donc venu pour se préoccuper davantage des sous-secteurs maritime et portuaire afin de les doter d'une logistique de qualité pour limiter les frais ; les coûts du transport maritime et des services portuaires devenant de plus en plus onéreux particulièrement pour un pays comme l'Algérie qui en paie chèrement le prix car n'arrivant pas à limiter les dépenses occasionnées à cet effet. En effet, une flotte marchande « toussotante » et des ports trainant depuis la nuit des temps des retards importants en sont, nous semble-t-il, les principales causes de cette situation. D'où l'utilité - pour ne pas dire urgence - de réaliser un HUB PORTUAIRE digne d'un pays-continent, jouant un rôle central dans le transport maritime et favorisant l'émergence d'une logistique apte à répondre aux besoins de l'Algérie afin que les compagnies maritimes étrangères cessent d'exploiter les faiblesses en la matière et d'en tirer largement profit. Dans le même ordre d'idée, contexte géopolitique aidant et en perpétuel mouvement sur fond de crises à répétition, le monde est, en plus, en train de se redessiner, et l'Algérie (pays-continent) devra, dans ce cas, se repositionner via un des leviers que sont ses infrastructures stratégiques dont les ports, et par-delà la plateforme portuaire en perspective, afin de les concevoir et les améliorer par tous les biais et les préparer également à toutes les éventualités.

Cela étant, à l'heure où l'on parle de ports connectés, l'Algérie traîne encore le boulet de ports plus ou moins « périmés ».

Ce qui n'est pas en soi une fatalité car, avec de la volonté politique conjuguée à la volonté économique, on peut renverser cette situation et faire de nos ports - à leur tête un futur méga-port - des lieux attirant et non subissant le trafic.

*Administrateur des Affaires maritimes à la retraite

Boualem Sansal ou la construction d'un faux dissident

Par Salah Lakoues

Je me permets aujourd'hui de publier cette tribune, car Boualem Sansal vient d'être condamné définitivement par la Cour d'appel d'Alger. Jusqu'ici, je m'étais volontairement abstenu d'intervenir publiquement à son sujet, afin de ne pas donner l'impression d'un acharnement personnel. Mais le moment est venu de rétablir certains faits face à un récit qui a longtemps trompé, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Algérie.

UNE IMPOSTURE À DAVOS

Dans une vidéo devenue virale, Boualem Sansal affirme avoir été le premier représentant officiel de l'Algérie au Forum de Davos en 1997, à l'invitation personnelle d'un certain « Nicolas Borreti », présenté comme le « directeur général du forum » et son ami. Or, les faits historiques contredisent catégoriquement cette version. En 1997, l'Algérie était plongée dans la décennie noire, marquée par des violences et un isolement diplomatique. Ce contexte a empêché toute représentation officielle algérienne à Davos, cette année-là. Les archives du Forum économique mondial confirment que l'Algérie n'y a pas participé en 1997, contrairement à ce que prétend Sansal. Son récit d'une invitation personnelle par un certain « Nicolas Borreti » (personnage inexistant dans les archives du Forum) et de rencontres secrètes avec le ministre israélien Dan Meridor ne repose sur aucune source indépendante ni officielle. Pire encore, l'Algérie était déjà représentée officiellement à Davos, dès 1992, par Sid Ahmed Ghazali, alors Premier ministre, désigné par le Président Mohamed Boudiaf. Ce fait, cité notamment dans le journal 'L'Humanité', réfute l'affirmation de Sansal d'avoir été le premier Algérien convié à Davos.

UNE BIOGRAPHIE PERSONNELLE TAILLÉE POUR SÉDUIRE

Dans un autre registre, Boualem Sansal aime évoquer une histoire familiale forte en symboles : sa mère, abandonnée par son père, serait arrivée seule à Alger, hébergée par un rabbin. Une anecdote qui vise à incarner un message de coexistence et de tolérance. Mais à Belcourt, les anciens se souviennent d'une autre réalité : c'est une femme algérienne, voisine d'Albert Camus, qui l'aurait recueillie. Là encore, une version simplifiée, plausible, et largement connue localement — bien différente du récit élaboré pour les auditoires occidentaux.

JAMAIS CENSURÉ, JAMAIS INQUIÉTÉ

Contrairement à l'image qu'il cultive de penseur persécuté, Sansal n'a jamais été censuré, ni inquiété par l'État algérien :

Ses livres ont toujours été publiés librement à l'étranger, et souvent disponibles dans les librairies algériennes. Après son voyage en Israël, en 2012, aucune interdiction de publication ou restriction administrative ne l'a frappé.

Il a continué à voyager, à publier, à s'exprimer dans les médias français et européens, sans entrave. Un épisode mérite d'être rappelé : lors du séisme de Boumerdès, en 2003, Boualem Sansal avait été porté disparu. Les autorités algériennes ont alors diffusé à la télévision nationale un appel officiel pour le retrouver.

Quelle « dictature » protégerait ainsi un préten-

du dissident, sinon un citoyen bénéficiant de toute la considération d'un État ?

Une figure façonnée pour plaire à l'Occident

Sansal incarne une figure familière : l'intellectuel arabe acceptable, celui qui critique l'Algérie, l'islam politique, la mémoire coloniale, et se présente en héritier éclairé des Lumières. Ce personnage correspond parfaitement à une certaine attente idéologique en France et en Europe, où il devient : Une voix légitimée pour attaquer l'histoire du FLN,

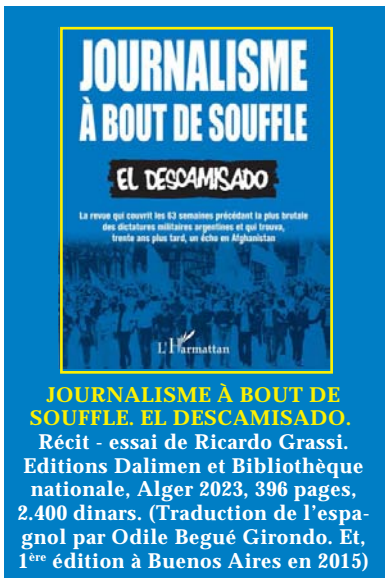
Un outil rhétorique contre les mouvements de libération du Sud global. Et un écrivain médiatisé qui raconte ce que les élites veulent entendre. Mais ce rôle repose sur une fiction soigneusement entretenue, et non sur une réalité d'oppression, d'exil ou de censure.

LE MASQUE TOMBE

Aujourd'hui, avec sa condamnation définitive par la justice algérienne, la figure de l'intouchable vacille. Ce n'est pas un écrivain muselé que nous voyons, mais un intellectuel libre, promu pour ses discours bien calibrés, déconnectés des réalités qu'il prétend dénoncer. Ses affirmations sur Davos, sa biographie personnelle, sa posture publique... tout montre une stratégie de narration, et non une expérience de résistance. Il est temps de déconstruire le mythe, de rétablir la chronologie réelle des faits, et de poser les bonnes questions sur les intérêts que sert cette figure médiatique fabriquée. La fiction est une démarche consciente et créative, un outil puissant pour explorer et transmettre des idées, des émotions et des vérités profondes. La mythomanie, en revanche, relève d'un trouble où la personne ment de manière compulsive, sans contrôle ni intention artistique. Il est donc essentiel, surtout dans les récits autobiographiques ou historiques, de distinguer clairement ce qui relève d'un choix littéraire assumé et ce qui pourrait être une déformation pathologique de la réalité. Cette distinction protège à la fois la crédibilité de l'auteur et la confiance du lecteur.



Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



JOURNALISME À BOUT DE SOUFFLE. EL DESCAMISADO.
Récit - essai de Ricardo Grassi.
Editions Dalimen et Bibliothèque nationale, Alger 2023, 396 pages,
2.400 dinars. (Traduction de l'espagnol par Odile Begué Gironde. Et, 1^{ère} édition à Buenos Aires en 2015)

La grande aventure non seulement d'un homme, journaliste et homme de communication jusqu'au bout des ongles, militant progressiste impénitent, péroniste de gauche, mais aussi et surtout celle d'un journal, un hebdomadaire. Un titre («El Descamisado», les «Sans chemises») qui a essayé, contre vents et marées, de durer (63 semaines précédant «la plus brutale des dictatures militaires argentines») tout en maintenant sa défense d'idéaux révolutionnaires dans une Amérique latine en pleine effervescence réactionnaire, faisant et défaisant les pouvoirs (en Argentine, au Chili, au Paraguay, au Brésil, en Uruguay... dans le cadre concerté du Plan Condor) au sein d'une politique générale néo-impérialiste défendant, souvent à coups de massacres de manifestants ou d'assassinats d'opposants, simples militants, journalistes et aussi des dirigeants politiques, surtout ceux de gauche, les intérêts affairistes et mercantiles tout particulièrement étrangers.

En cinquante-trois ans, l'Argentine a connu, par le passé, jusqu'à vingt-cinq gouvernements militaires, un dictateur tous les dix-neuf mois pour renverser radicaux, péronistes, radicaux du peuple, radicaux intransigeants, développementalistes et supprimer les personnes et les libertés. 1966 a connu la déraison d'une dictature encore plus arrogante récoltant, selon l'auteur «un magnicéide et la lutte armée» et, le 24 mars 1976, on a eu la dictature encore plus sanglante du général Videla (qui employa des anciens militaires français et des membres de l'OAS)

Note : Juan Domingo Perón, né en 1895 dans la province de Buenos Aires, était un militaire, homme d'État et écrivain) argentin. Il a fondé le justicialisme, un courant populiste avec des tendances autoritaires. Il a été président de l'Argentine (1946-1955), marquant l'histoire politique du pays. Sa première élection présiden-

JUBILÉ DE DIAMANT.
60^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DU QUOTIDIEN EL MOUDJAHID. Volume 1.
Numéro hors-série.
El Moudjahid, Alger
juin 2025, 130 pages.

À travers le gros lot de «papiers», on a presque toute l'histoire de la presse nationale et du journalisme algérien, tout particulièrement à partir du 22 juin 1965, date de création officielle et publique du journal, une création décidée bien avant le 19 juin (note : La fusion Le Peuple-Alger Republicain, avec pour titre El Moudjahid, a été annoncée déjà le 6 juin 1965 par H. Zahouane, alors président de la Commission orientation du Bp du FLN).

Il faut, bien sûr ne pas trop confondre avec El Moudjahid-Historique, lequel, créé en 1956 par le FLN, d'abord en français, au plus fort de la Guerre de libération nationale, dirigé par Redha Malek, s'était arrêté juste après l'indépendance (juillet 1964 ?) après quelques numéros tirés à Tunis et à Constantine et seul l'hebdo en langue arabe avait continué de paraître en tant qu'organe central du parti du FLN, cessant de paraître en 2016. Une

Journaliste : le plus beau métier du monde, mais...

tielle de 1946 a été la plus féconde du justicialisme. Sa seconde épouse, Eva, «Evita», morte d'un cancer à l'âge de 33 ans, durant le premier mandat de Juan Peron, 1946-1955 a été alors la «madone des déshérités argentins». Une véritable légende vivante ! Exilé à Madrid, il est revenu au pouvoir en octobre 1973 pour décrocher un troisième mandat. Perón est décédé le 1^{er} juillet 1974 à Buenos Aires. Selon l'auteur, le pays était alors «dirigé», en fait, par sa troisième épouse Isabel et ce depuis le 29 juin. Malade, il lui avait temporairement «délégué» la présidence. Les anciens de «Descamisado» créèrent d'abord «El Peronista» (fermé en mai 1974, au bout de six numéros) puis «Noticias», une nouvelle revue défendant le mouvement Montenero (du péronisme révolutionnaire que Perón lui-même voulait «exterminer», une organisation légendaire, surtout après l'exécution du dictateur Aramburu) journal rapidement interdit de parution.

L'Auteur : *Journaliste argentin, vivant à Rome depuis son départ en exil. Carrière en Amérique latine, en Europe et à partir de 2003 en Afghanistan (responsable du secteur Communication et Information du bureau de l'Unesco à Kaboul, de 2025 à 2020). Couverture. Conception graphique : Daniel Iglesias (photos de la manifestation sur la Place de mai, en 1973 et de l'auteur se protégeant des balles sur la tribune de réception de Perón, le 20 juin 1973).*

Extraits : «L'éducation officielle est «bancaire» : un enseignant dépose dans la tête de l'enseignant des concepts qui sont abstraits car ils ne correspondent pas à sa réalité quotidienne. De sorte que, dans l'acte d'enseigner, le maître et l'élève n'ont pas de contact entre eux, aucun ne remet l'autre en question et la matière de la vie réelle - comment sont vraiment les choses - reste l'autre côté de la porte» (Paulo Freire, Brésilien cité, p 48), «Perón était un homme de routine et de discipline» (p 54), «Les numéros zéro (note : d'un journal) sont, comme au théâtre, des répétitions générales de costumes, où le costume consiste à produire en tenant compte des bouclages convenus avec l'imprimerie et comme si le numéro parvenait réellement au public. Le premier zéro est toujours une inconnue» (p 87), «Plus tard, les militaires français (et des membres de l'OAS) se virent attribuer un bureau au Commandement général de l'armée argentine et dispensèrent une formation aux militaires dont Videla était le chef» (p 129), «C'est (Perón) un homme orgueilleux qui tout intéresse du moment que c'est lui qui commande ; sinon, ça lui est indifférent. Il n'admet pas les dissensions. Il s'en fout de votre soutien et il préfère les crétins» (Propos de Palomo Linares cité, un vétéran, p 139), «L'histoire de l'impérialisme est l'histoire du continent américain - la «Patricia Grande» - et l'histoire de notre patrie. Ce sont 450 années de guerres» (p151), «Dans sa propriété, à Madrid, Perón possédait trois beaux dindons que les visiteurs pouvaient difficilement ignorer (...). Les noms

histoire extraordinaire racontée du dedans qui remet les «pendules à l'heure».

Tout un «récit», à prendre en considération par les historiens de la presse citant les quotidiens francophones Le Peuple et Alger Republicain, le Pca, Le Congrès du FLN d'avril 1964, le Comité central du FLN, Saïd Amrani, Kaddour Belkacem, Abdelhamid Benhamida, H. Zahouane, Louanchi, Chérif Belkacem et bien d'autres personnages et, surtout, ce qui est important, tous ceux qui, un moment ou longtemps, ont «fait» le journal, souvent dans des conditions techniques, sociales et politiques difficiles : administrateurs, journalistes, documentalistes, photographes, personnels de soutien, techniciens, aujourd'hui décédés, ou encore en vie, retraités ou encore en activité. Des lieux et des noms pour la plupart inoubliés et inoubliables !

Table des matières : la lettre du Ministre/Editorial (PDG, directeur de la publication)/La naissance du quotidien national/Dans son intimité rédactionnelle/Hommage aux martyrs du devoir national/ El Moudjahid durant la décennie noire/ Siège d'El Moudjahid/Abderrahmane Selmani, Documentaliste/El Moudjahid et le monde universitaire/ Décennie 1980/ Ils étaient les pionniers de l'im-

changeaient au gré des circonstances politiques» (p183), «Il est troublant d'écouter le récit d'une mort violente. Les juges et les avocats le savent, avant de s'endurcir. De même, certains confesseurs et psychanalystes. Bien que le métier (note : journalisme) nous protège, les mots vont, en s'accumulant là où ils pèsent le plus, au creux de l'estomac. Pour les libérer, il faut toujours se mesurer au langage» (p309)

Avis La vie quotidienne, bien peu tranquille d'un journaliste «révolutionnaire» (de la gauche péroniste) s'opposant aux dictatures, en Argentine spécialement. Des détails à n'en plus finir, et des leçons de journalisme engagé (assez utiles) à la hauteur de la grosseur du document et du prix de vente public. Un livre au contenu intéressant, passionnant même pour les seuls lecteurs d'Amérique du Sud. En Algérie, peu utile bien qu'instructif ! Et, on ne voit pas pourquoi il a été édité en binôme par la Bn d'Algérie, la coopération culturelle n'excusant pas tout.

Citations : «Nous sommes normaux, c'est la réalité qui est extraordinaire» (Propos d'un photographe de presse du journal «Le Desca», p 23), «La chimère des dictateurs est aussi un drame, car défendre un ordre inique avec brutalité ; sans hésiter à tremper dans le sang et le mensonge, en est un» (p 24), «Un militant n'est pas un politicien ; il s'engage pour une cause dont il n'attend rien d'autre que la joie que lui procure le sentiment de construire collectivement quelque chose de nouveau donnant un sens à sa vie. Ce sont les circonstances qui qualifient de militantisme ce qui devrait être la façon de vivre : ensemble, au bénéfice de tous» (p27), «La mémoire, outre sa fragilité, peut être fantaisiste en reconstituant des faits qui dessinent le fil qui oscille entre ce que nous sommes ou croyons être et ce que nous avons créé» (p28), «Les armes font peur mais elles ont pouvoir de séduction. A force de les chasser et de les nettoyer, on finit par les aimer, voire même par éprouver un manque si, en sortant, on ne les sent pas collées au corps» (p156), «Il y a, d'après lui (note : Perón), dans tout mouvement révolutionnaire, les pressés «qui pensent que tout va lentement» et les «attardés», «qui font tout leur possible pour que cette révolution n'aboutisse pas. Il situe entre les deux options l'équilibre de l'action politique, la sienne» (p200), «Ecoutez, docteur, les hommes politiques, si ce sont des hommes politiques, ne doivent jamais dire non. Et les dames, si elles le sont, ne doivent jamais dire oui. Par conséquent, je ne sais pas dire non». Une manière élégante de suggérer que les hommes politiques sont des prostituées (Perón, lors d'un malaise, cité, pp 292 et 293), «Les lois du journalisme et celles de la politique répondent à des motivations différentes. Elles coïncident quand le politicien accepte la confrontation, avec le ferme espoir de sortir gagnant» (p316), «Le plus grand exil ? «non celui d'un territoire, mais l'exil de faire avec d'autres quelque chose de puissant» (p390).

pression/Mondial 1982/ De notre correspondant/ Quotidien El Moudjahid, une école/ Le Panaf 1969/ Le forum du journal El Moudjahid/ De l'imprimerie à l'Université/ Fouad Soufi, historien et archiviste/Un petit tour au journal.

Avis Diffusion limitée et gratuite. Dommage ! Du très beau travail. Il faut seulement espérer voir les autres organes de presse (publics et privés, lourds et légers) suivre l'exemple et adopter cette démarche instructive de la mémoire et du souvenir.

Documents à signaler : Le «papier», p 11 à 16, d'un directeur emblématique du journal (1971-1980 puis 1983-1990), en l'occurrence Nourredine Naït Mazi (publié le 11 septembre 1997, l'occasion du n°10.000) qui raconte «la naissance du quotidien national, une gestation momentanée pour un accouchement prématuré». Il y a, aussi, le récit du premier directeur général du journal, Rafik-Bey Bensaci qui raconte (El Moudjahid du lundi 23 juin 2025, p 6) les circonstances de sa désignation «inattendue», par feu Houari Boumediène et Bachir Boumazza, ce dernier alors ministre de l'Information et de la Culture après le «Réajustement révolutionnaire», ou «coup d'Etat», c'est selon, du 19 juin 1965.

Sans régulation, ni régulateur, un monde livré à l'arbitraire et la guerre

Suite de la page 5

Plus d'OMS, plus d'OMC, plus de Conseil de sécurité, plus de Nations-Unies... l'Assemblée Générale vote dans le vide.

Tous les systèmes de régulation sont hors course. Il n'y a plus de concertation multilatérale. Toutes les institutions sont bloquées, dépréciées, invalidées. Les valeurs qui les portent et qui les fondent, au moins à l'échelle du principe, sont mises à bas. Les tribunaux américains, s'érigent en juges du monde, jouissent d'une extraterritorialité qui donne à Washington la dimension d'un empire sans limites, et ont les moyens d'exercer le droit et de rendre justice.

Exemple des «exécution extrajudiciaires», les opérations «homo», les assassinats d'Etat... C'est une pratique très ancienne. Mais elle jure avec les Lumières. Les nations «démocratiques» «pragmatiques» y avaient recours dans l'ombre, honteusement et discrètement. La «raison d'Etat» était satisfaite mais cachée aux citoyens et à la morale publique.

Même Israël qui a eu abondamment recours, sous le poids de la culpabilité, ne revendiquait pas ses «assassinats ciblés». GW. Bush s'était donné beaucoup de mal pour improviser des «preuves» pour justifier son agression «illégal» (J. Chirac) de l'Irak.

On se souvient de la tête de ce pauvre Colin Powell, Secrétaire d'Etat américain humilié au conseil de sécurité après le discours de Dominique de Villepin qui reçut un standing ovation un 14 février 2003. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les assassins revendiquent leur forfait et s'en vantent.

Les ministres israéliens révèlent publiquement, hautement leur volonté d'exterminer des millions de Palestiniens sans aucune retenue morale.

Laissons de côté Israël qui dorénavant se pose ouvertement hors la loi commune et se déclare non concerné par les institutions internationales.

D. Trump, sans même tenter de recueillir un mandat auprès du conseil de sécurité, bombarde l'Iran sans que personne ne se pose des questions élémentaires : au nom de quel droit justifier une telle intervention ? Qui l'a autorisé à attaquer un membre de

Notes :

1. Lire. Abdelhak Benelhadj : «Traité du Quirinal. Italiens et Français se préparent pour le jour d'après.» Le Quotidien d'Oran, 02 décembre 2021.

2. Entre 2022 et 2023, le taux de pauvreté a augmenté de 0,9 point, passant de 14,4% à 15,4%, selon l'étude annuelle de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INED) parue ce lundi 07 juillet. Il s'agit du taux le plus élevé observé depuis le lancement de l'indicateur Insee en 1996 (AFP, 07 juillet 2025).

3. La balance commerciale n'a pas connu d'excédent depuis 2002.

4. Le Sénat indique la direction où trouver les sommes nécessaires à l'équilibre budgétaire de la nation. À l'issue de six mois de travaux, la commission d'enquête sénatoriale sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises a rendu son rapport. «Quelques années après la gabegie qu'a constitué le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'actualité sociale fait ressurgir dans le débat public la problématique de la conditionnalité des aides publiques, ainsi que celle d'un contrôle plus strict et d'une évaluation plus poussée de ces aides», écrit le sénateur Fabien Gay, en préambule de son rapport adopté le 1er juillet, à l'unanimité. L'ancien président F. Hollande a refusé de se présenter devant la commission... Bilan : des déficits cumulés de «transparence», de «rationalisation», de responsabilisation» et d'évaluation». 2 200 dispositifs d'aide. Total 2023 = 211 Md d'euros, (plus l'aide des régions, 2 Md d'euros et celles de l'Europe, 10 Md d'euros). (Guillaume Jacquot, Public Sénat, mardi 08 juillet 2025)

5. «La dette va finir par étrangler la marge de manœuvre d'action» a-t-il averti. La charge de la dette pourrait atteindre 100 Md d'euros avant 2030, le triple de ce qu'elle était au début de la décennie. «L'an prochain, ce sera sûrement la première année où le service de la dette sera le premier budget de la nation, devant l'Education nationale, ce qui ne s'est jamais produit dans l'histoire financière sous la Ve République.»

6. Avec l'idée transparente (et un peu naïve) que les Européens vont continuer à faire leurs courses en Amérique.

7. Lire. Vincent Nouzille (2020) : «Les tueurs de la République.» Fayard, édition augmentée, 553 p.

8. Lire. Gérard Davet et Fabrice Lhomme (2016) : «Un président ne devrait pas dire ça.» Stock, 672 p.

communauté internationale ?

Paysage géopolitique fluctuant, à géométrie variable, inapte à l'action, l'Europe, amputée des prérogatives des nations, fait illusion et se constitue en regroupements éphémères.

Pour contourner les principaux organes de décision souvent incapables de produire une politique pérenne et stable, les Européens inventent des groupes ad hoc de concertation selon les lignes de fractures qui les opposent, les intérêts qui les unissent, les humeurs de leurs opinions publiques.... Après les anciennes accointances comme le Groupe de Visegrád au cours des années 2010, on voit apparaître avec la crise ukrainienne, les «coalisés volontaires», les «E3», les «Forces de réassurance», les «pays clés» (à 8)...

Face à la nébuleuse européenne, sous le contrôle inamovible d'un général américain, aussi discret qu'omnipotent, l'OTAN (à 32), comme l'Union à 27, fait mine de décider. Son secrétaire général décoratif paraît lors du derniers Sommet à la Haye et s'était lancé publiquement dans une danse du ventre en l'honneur de l'Oncle Sam.

Désormais, c'est sa Majesté D. Trump 1^{er} qui trône sur le monde, décide de la guerre et de la paix, là où il veut, quand il veut, avec qui il veut, selon son bon vouloir, ordonne les bombardements qui lui conviennent sur qui il veut et s'arrête quand il estime avoir atteint ses objectifs, sans avoir à rendre compte à quiconque, distribue les bons et les mauvais points selon sa bonne humeur, augmente ou baisse les droits de douane sur tel ou tel pays sans consulter personne, change d'avis quand cela lui chante...

Est-ce là une sorte d'empereur de droit divin dont révaient tous les potentats de la planète depuis le début de l'histoire du monde ? Les Césars, les Attila, les Gengis Khan, les Napoléon...

Aucun d'entre eux n'a atteint une telle puissance planétaire. Tous en rêvaient.

Trump, futur Nobel de la paix, le réalise.

Faisons mine de croire à notre tour que Trump seul, du haut de son Olympe washingtonien, est seul à décider du destin du monde.

Abdelhak Benelhadj

La sûreté de daïra de Aïn El Turck dresse son bilan Près de 1.000 chaises, 243 tables et 151 parasols saisis en 10 jours

K.Assia

La sûreté de daïra de Aïn El Turck vient de dresser son bilan sur la lutte contre l'exploitation illicite des plages. Pas moins de 989 chaises, 243 tables et 151 parasols ont été saisis en l'espace de 10 jours au niveau des plages qui relèvent de la compétence des unités de la sûreté de daïra de Aïn El Turck. Cette opération lancée en collaboration avec tous les acteurs intervenant dans cette lutte vise à garantir l'accès gratuit aux plages et à

mettre un terme aux dépassements constatés. Sur ce, la sûreté invite les riverains à signaler tout dépassement ou transgression de la loi en contactant le numéro vert le 1548, le 17 ou l'application Allo chorta.

En effet, il a été procédé à l'assainissement de 80% des plages depuis Saint Roch jusqu'à Cap Falcon par les services de la sûreté de daïra de Aïn El Turck. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour garantir la gratuité des plages et sécuriser les biens et les personnes, indique-t-on du côté de cette

sûreté précisant que cette campagne va se poursuivre durant tout l'été. Ces pratiques ont été relevées au niveau de plusieurs plages du littoral où certains se sont accaparés l'espace public en se proclamant des gardiens de plage.

Ces intrus proposent chaises, tables et solariums à des prix variant entre 800 et 1.000 DA parfois plus, ce qui n'est pas du goût des familles et de nombreux touristes.

Ainsi, les autorités locales ont décidé d'agir et depuis un dispositif renforcé a été mis en place.

Université d'Oran 1

Près de 4.800 étudiants diplômés

L'Université d'Oran 1 «Ahmed Benbella» a enregistré près de 4.800 étudiantes et étudiants diplômés issus de ses différents instituts et facultés, au titre de l'année universitaire 2024-2025, a indiqué, mardi, le vice-recteur chargé de la formation des premier et deuxième cycles, de la formation continue et des diplômes.

Dr Larbi-Benhadjar Miloud a précisé, lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire que «plus de 4.800 étudiants ont été diplômés cette année, dont 1.129 en sciences médicales (médecine, chirurgie dentaire et pharmacie), 1.312 en master (deuxième cycle) et 2.384 en licence (premier cycle), parmi lesquels plusieurs lauréats ont été distingués durant cette cérémonie».

Le même responsable a mis en avant les efforts considérables consentis pour assurer le bon déroulement de l'année universitaire, conformément aux orientations des hautes autorités et du ministère de tutelle, «avec un accent mis sur la numérisation, l'intelligence artificielle, l'innovation, l'entrepreneuriat, l'enseignement en langue anglaise et l'enseignement à distance». Abordant les projets réalisés par les étudiants dans le cadre de l'arrêté ministériel 1275, la même source a fait état de 401 projets enregistrés avec la participation de 814 étudiants. Par ailleurs, 187 soutenance scientifiques ont été organisées avec la participation de 377 étudiants, 66 labels ont été attribués à des projets innovants, et 20 brevets d'invention ont été déposés, indique-t-on. S'agissant de l'enseignement à distance, l'Université d'Oran 1 a obtenu, selon le responsable, la première place au niveau régional et la troisième à l'échelle nationale en matière de production de contenus pédagogiques numériques. Pas moins de 3.116 cours numériques sont dis-



ponibles sur la plateforme Moodle, et l'université occupe également la troisième place nationale pour la qualité de ses contenus pédagogiques, a-t-il fait savoir.

Concernant l'enseignement en anglais, il a précisé que l'université est engagée, depuis trois ans, dans cette démarche, à travers l'ensemble de ses facultés et instituts. «La faculté des sciences de la nature et de la vie est en tête de cette initiative, suivie par l'Institut des sciences et techniques appliquées, puis la faculté des sciences exactes et appliquées», a fait observer Dr Benhadjar. De son côté, le recteur de l'Université d'Oran 1 «Ahmed Benbella», le professeur Amine Abdelmalek, a salué les efforts de l'Etat, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Il a également exprimé sa reconnaissance pour le travail accompli par les enseignants et les étudiants, qui s'est traduit par des résultats positifs. Il a estimé que cette réussite s'inscrit «dans le cadre de la

stratégie de l'Etat et du ministère de tutelle visant à instaurer une université moderne, citoyenne, et un réservoir de conscience et de compétence, où une formation supérieure de qualité constitue la voie idéale vers un développement durable». Le wali d'Oran, M. Samir Chibani, a pour sa part insisté sur le rôle de l'université en tant qu'espace de recherche scientifique et d'innovation, soulignant que «l'un des principaux défis de l'Etat aujourd'hui est de renforcer l'esprit entrepreneurial et d'encourager les étudiants à s'engager dans le monde de l'entreprise». Lors de cette cérémonie, les meilleurs étudiants des différents cycles (licence et master) ont été honorés, en plus de 21 enseignants promus au grade de professeur de l'enseignement supérieur. Les membres de l'équipe «Sky Dz», composée d'étudiants de l'Université d'Oran 1 ayant réussi le lancement d'une fusée, lors de leur participation à la compétition internationale «International Rocket Engineering Competition» organisée au Texas (Etats-Unis), ont également été honorés.

Dispositif saison estivale

80 individus interpellés par la police

K.Assia

En application du dispositif de sécurité mis en place par les services de la sûreté de wilaya d'Oran, à l'occasion de la saison estivale, 80 individus ont été interpellés au cours d'opérations menées par les éléments de six sûretés urbaines (3, 4, 9, 7, 10, 11, 12^{ème}) et les services de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Ces actions visant à sécuriser les biens et les personnes ont ciblé plusieurs quartiers et zones relevant de la compétence de la police. Ainsi, 80 personnes ont été interpellées et soumises à un examen approfondi de la situation et 6 recherchés par un mandat d'arrêt ont

été arrêtés. 2 autres condamnés par la justice ont été aussi appréhendés soit un total de 8 individus recherchés. Les policiers ont aussi arrêté 5 personnes pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes entre autres. Ils ont saisi des comprimés psychotropes et du kif traité. Ils ont contrôlé des dizaines de véhicules et motos et ont relevé 10 infractions routières.

Pour rappel, un plan sécuritaire spécial saison estivale a été mis en place par les services de la sûreté de la wilaya d'Oran et tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour garantir une meilleure couverture sécuritaire dans tous les espaces et centre de

loisirs et de détente en plus des plages qui relèvent de la compétence de ce corps sécuritaire. Ce dispositif spécial vise à sécuriser les biens et les personnes à travers les zones intra-muros ainsi que les 14 plages qui relèvent des services de la police. Des unités en civil et en uniforme équipées de matériels et d'équipements modernes font partie de ce redéploiement avec pour objectif de sécuriser les lieux publics, assurer une fluidité du trafic routier et lutter contre la criminalité sous toutes ses formes. Notons que des numéros verts, le 17, le 1548 en plus de l'application «Allo chorta» sont mis à la disposition des citoyens pour leur sécurité et celle de leurs biens.

SEOR

Vers l'alimentation d'Oran-est en eau à partir de l'usine de Cap Blanc

Plusieurs actions de renforcement des branchements pour alimenter en eau potable la partie est de la wilaya d'Oran à partir de l'usine de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc ont été lancées, récemment, a-t-on appris auprès de la direction de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR). Il s'agit de renforcer les branchements et les canalisations pour alimenter une partie d'Oran-est en eau dessalée, à partir de l'usine de Cap Blanc et pour pallier au manque des ressources en cas d'arrêt programmé ou de panne de l'usine de dessalement d'El Mactaâ ou du système MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), a indiqué à l'APS le directeur de distribution de la SEOR, Houari Khodja.

La capacité de production de l'usine de Cap Blanc a atteint, selon ce même responsable, 220.000 mètres cubes par jour, ce qui permet une bonne alimentation dans la partie ouest, et la SEOR travaille à faire bénéficier également la partie est de la wilaya de la production d'eau de

l'usine, a fait savoir le même responsable. Plusieurs quartiers bénéficieront de ce renforcement, à partir de l'ouest de la ville d'Oran, et ce, jusqu'aux communes de la daïra de Bir El Djir (Est), a-t-il précisé.

La progression de la production de l'usine de Cap Blanc, jusqu'à atteindre sa capacité maximale, qui est de 300.000 mètres cubes/jour, prévue vers la fin du mois juillet en cours, permettra ainsi de sécuriser durablement l'alimentation en eau potable, non seulement dans la partie ouest, notamment les communes des daïras de Boutlélis et Aïn El Turck, mais également quelques communes d'Oran-est.

Pour rappel, l'usine de Cap Blanc a été inaugurée, en février 2025 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il s'agit d'un projet stratégique visant à sécuriser l'AEP dans la wilaya d'Oran, avec un impact indirect sur cinq wilayas de l'ouest du pays, à savoir Aïn Téouchent, Sidi Bel-Abbes, Relizane, Mostaganem et Mascara.

Centre hospitalo-universitaire d'Oran Pose d'une prothèse articulaire pour un patient hémophile

Les services d'hématologie, de chirurgie orthopédique et de médecine physique et réadaptation fonctionnelle du Centre hospitalo-universitaire «Dr Benzerdjeb» d'Oran ont réussi à poser une prothèse totale du genou à un jeune atteint d'hémophilie, a indiqué une source hospitalière.

Cette intervention importante a été réalisée en coordination entre les services concernés et a consisté en une chirurgie pour l'implantation d'une prothèse de genou artificielle chez un jeune patient hémophile, selon la même source. Il s'agit de la pose d'une prothèse articulaire totale du genou, en remplacement d'une articulation naturelle gravement endommagée par l'usure ou une arthrite, dans le but de soulager la douleur et d'améliorer la qualité de vie.

Le patient opéré est âgé de 20 ans. Il est en phase de récupération progressive après avoir été in-

capable de marcher pendant quatre ans, selon la même source. A noter que les patients hémophiles souffrent de saignements répétés dans les articulations (hémarthroses), en particulier au niveau des genoux, chevilles et coudes. Cela entraîne une usure et une détérioration permanente des cartilages et des os de l'articulation, causant des douleurs chroniques, une raideur, et une perte totale de la fonction articulaire.

Le remplacement par une prothèse devient alors une solution indispensable pour améliorer la mobilité du genou. A rappeler que l'hémophilie une maladie génétique rare touchant plus fréquemment les hommes que les femmes provoque des saignements au niveau des articulations à la suite de chocs ou traumatismes, et peut, avec le temps, entraîner des complications graves pouvant aller jusqu'à l'invalidité.

Oued Tlélat Quatre blessés dans un accident de la route

Quatre personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu dans la soirée de mardi à mercredi. L'accident s'est produit aux environs de 21h52 sur la route nationale n°04, précisément au niveau du lieu-dit Mehdiya, relevant de la commune et daïra d'Oued Tlélat. Selon un communiqué des services de la Protection civile, le choc a impliqué un véhicule léger et un bus de transport de voyageurs. L'accident a fait quatre blessés, des deux sexes, âgés entre 17 et 64 ans. Les victimes, présentant des blessures de gra-

vité variable, ont reçu les premiers soins sur place par les éléments de la Protection civile, avant d'être évacuées vers l'hôpital local pour une prise en charge médicale plus approfondie. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de cette collision. Cet incident rappelle, une fois de plus, l'importance du respect du code de la route, notamment sur les axes à forte circulation comme la RN 04, afin de prévenir de tels drames.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BENKHADA Kheïra, 66 ans, Relizane
BATMOUTE Farouk, 23 ans, Boutlélis
BOUKAJAR Smaïn, 83 ans, Bir El Djir
HILI Mustapha, 66 ans, Es-Sénia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 moharram 1447				
El Fedjr 04h10	Dohr 13h09	Assar 16h58	Maghreb 20h25	Icha 22h02



Béchar-Tindouf**Projet de ligne minière :
appel à renforcer la coordination**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhrroukh a reçu, mardi, une délégation du groupe chinois "China Railway Construction Corporation" (CRCC), conduite par le président du Conseil d'administration, Dai Hegen, avec laquelle il a examiné l'état d'avancement des travaux de réalisation des tronçons restants du projet de la ligne minière ouest reliant Béchar à Tindouf, indique un communiqué du ministère.

La rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence de cadres centraux du ministère, du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), ainsi que de cadres de l'Agence et de représentants du groupe chinois.

Cette réunion intervient parallèlement avec la réception d'un important tronçon de la ligne minière, d'une longueur de 135 km, entre la ville de Tindouf et la mine de Gara Djebilet. Ainsi, le ministère a qualifié cette étape de jalon majeur dans la concrétisation de l'un des projets stratégiques du secteur des infrastructures de base.

M. Rekhrroukh a salué, à cette occasion, les efforts consentis par le groupement des sociétés nationales et étrangères chargées de la réalisation, notamment l'ANESRIF, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué, ainsi que le groupe chinois.

Le ministre a mis en avant les compétences nationales ayant con-

tribué à la réalisation de ce tronçon stratégique, soulignant que "l'esprit de travail commun et la coordination efficace ont été des facteurs déterminants pour surmonter les défis sur le terrain".

Il a souligné l'importance de renforcer la coordination entre les différentes parties pour mener à terme le projet dans les délais impartis, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en soutien aux efforts visant le développement du réseau ferroviaire, notamment dans les régions du sud-ouest, permettant ainsi une meilleure exploitation des ressources minières et contribuant à l'impulsion du développement local.

De son côté, le président du conseil d'administration du groupe chinois a réaffirmé l'engagement de son entreprise à contribuer au succès du programme national de développement du réseau ferroviaire, soulignant la disposition du groupe à mobiliser tous les moyens techniques et humains nécessaires.

M. Dai Hegen a également passé en revue la contribution du groupe et de ses filiales à la réalisation des grands projets d'infrastructures de base, notamment dans les domaines des chemins de fer et du transport guidé. Les deux parties ont examiné les moyens d'élargissement de la coopération, incluant le développement des systèmes ferroviaires intelligents, l'intensification des programmes de formation spécialisée et le renforcement des capacités de maintenance et de numérisation, dans le cadre d'un partenariat basé sur l'échange d'expertises et de connaissances.

Au terme de la rencontre, le ministre a réaffirmé que le projet de la ligne minière ouest "traduit la forte volonté de l'Etat de développer les infrastructures de base et de renforcer les capacités de transport et de mobilité, dans le cadre d'une vision globale basée sur le travail de terrain, la valorisation des compétences nationales et l'ouverture sur des partenariats constructifs", selon le communiqué.

Sidi Bel-Abbès**Des solutions écologiques
pour réduire la consommation d'énergie**

Une journée d'étude s'est tenue, mardi à Sidi Bel-Abbès autour du projet "Communes Vertes 02", dans le cadre du programme de partenariat entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et la GIZ (Agence allemande de coopération internationale), sous le slogan : "Soutenir la transition énergétique et les énergies renouvelables à l'échelle locale."

Intervenant à l'ouverture de cette rencontre, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a souligné l'importance de ce projet, qui s'inscrit dans le cadre des engagements de l'Etat en faveur de la transition énergétique et de la valorisation des énergies propres, notamment au niveau des collectivités locales.

Il a ajouté que le projet "Communes Vertes 02" vise à permettre

aux communes d'adopter des solutions écologiques efficaces et innovantes, capables de réduire la consommation d'énergies traditionnelles et de renforcer les capacités locales en matière de gestion des énergies renouvelables.

Pour sa part, Amel Benazzaz, cheffe du projet Communes Vertes, a indiqué que cette journée d'étude a pour objectif de présenter les mécanismes les plus efficaces pour améliorer la performance énergétique des communes, tout en partageant des expériences réussies locales et internationales dans ce domaine.

Arther Mark, représentant de la GIZ, a mis en avant l'importance de la coopération bilatérale pour renforcer les compétences des acteurs locaux, soulignant que l'Algérie dispose d'un fort potentiel

pour devenir un modèle régional en matière d'énergies renouvelables. Les participants ont unanimement souligné la nécessité de renforcer l'initiative "Communes Vertes" dans sa deuxième phase, en l'élargissant à d'autres wilayas pilotes et de soutenir les collectivités locales dans la conception et la mise en œuvre de projets environnementaux et énergétiques durables.

A noter que cette rencontre a été organisée sous la supervision de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, avec le parrainage du ministère de l'Intérieur, en présence de représentants de différents services techniques, de présidents d'Assemblées populaires communales (APC), d'acteurs de la société civile, ainsi que d'experts et de professionnels du secteur des énergies renouvelables.

Aïn Temouchent**Du nouveau pour la réserve
de l'île de Rachgoun**

Un établissement public a été créé pour la gestion de la réserve de l'île de Rachgoun, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, selon la directrice de l'établissement, Amel Madani.

La création de cet établissement à caractère économique et commercial (EPIC) s'appuie sur un arrêté interministériel associant les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que celui de l'Environnement et de la Qualité de vie, a-t-on fait savoir de même source.

La démarche a pour objectif la préservation de la diversité écologique, du patrimoine culturel et

la protection des espèces animales et végétales dans le périmètre de la réserve de Rachgoun, qui s'étend sur une superficie de 70 kilomètres carrés, dont 28 hectares sont attribués à l'île, a précisé la responsable.

L'établissement est également chargé de la valorisation et de la gestion durable des activités écotouristiques, de loisirs et de détente sur l'île, a-t-elle ajouté.

Il est aussi appelé à accueillir des missions scientifiques, à délivrer les autorisations nécessaires et à renforcer les programmes de sensibilisation, d'information, d'éducation et de recherche en lien avec l'éducation environnementale, a fait savoir la même

source. Pour rappel, le ministère de l'Environnement a décidé en 2023 de classer l'île comme réserve naturelle. Cette orientation a été renforcée par la création de cet établissement public dédié à sa gestion. L'initiative a été saluée par plusieurs opérateurs et professionnels du secteur touristique.

Salim Hamza Cherif, représentant d'un centre de plongée opérant sur la plage de Rachgoun, a souligné, à ce propos, que "cette démarche encourage l'attraction des passionnés de plongée à l'échelle nationale, leur permettant de découvrir les beautés de la région et d'effectuer leurs entraînements sportifs dans l'espace maritime protégé de l'île de Rachgoun".

El Bayadh**1.600 enfants
bénéficieront des
colonies de vacances**

Quelque 1.600 enfants de la wilaya d'El Bayadh devront bénéficier des colonies de vacances organisées dans les régions côtières, durant la saison estivale en cours, a indiqué la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS).

Le directeur du secteur, Kaddour Meziane, a indiqué à l'APS que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite de ce programme. Il concernera 1.600 enfants, répartis entre 850 enfants pris en charge par la DJS et 750 autres relevant de la part octroyée à la Direction de l'administration locale.

Ces colonies de vacances sont destinées aux enfants âgés de 8 à 14 ans, notamment les adhérents des maisons de jeunes, les élèves brillants, ainsi que les adhérents des groupes des Scouts

musulmans algériens. Les enfants seront répartis en plusieurs groupes pour un séjour touristique et récréatif de 10 jours sur les plages de Ténès (wilaya de Chlef) et Aïn El Turck (wilaya d'Oran). Ils seront accompagnés par des encadreur issus du secteur de la jeunesse et des animateurs spécialisés, et bénéficieront d'un programme éducatif, récréatif et touristique riche et varié tout au long du séjour.

Par ailleurs, la saison estivale en cours a également vu l'ouverture de 12 piscines dans différentes régions de la wilaya d'El Bayadh, dont deux piscines semi-olympiques et huit piscines de proximité. Un centre aquatique couvert à Bougtob devra également ouvrir ses portes, avant la fin de cette semaine, selon la même source.

Saïda**La 5ème unité
républicaine
de sécurité inaugurée**

Le Contrôleur de police Ilyes Beroui, directeur des Unités républicaines de sécurité (URS), représentant le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), a présidé, mercredi à Saïda, la cérémonie d'inauguration de la cinquième unité républicaine de sécurité.

Accompagné du wali de Saïda, M. Amoumen Mermouri, le directeur des Unités républicaines de sécurité a précisé à la presse, en marge de cette structure, implantée à Saïda-ville, que les installations réalisées visent à "préparer le policier de demain à faire face aux défis sécuritaires futurs". Il a souligné que "la criminalité a évolué et prend désormais de nouvelles formes, notamment sur les réseaux sociaux et à travers les cyber-crimes, ce qui nécessite de la part du policier une adaptation et une évolution

afin de pouvoir y faire face".

Le Contrôleur de police Ilyes Beroui a ajouté que "la Direction générale de la Sûreté nationale, sous la conduite de monsieur le Directeur général, œuvre à former un policier moderne, apte à lutter contre toutes les menaces et les dangers auxquels nous faisons face à l'échelle nationale". Il a également appelé à "redoubler d'efforts pour lutter contre toutes les formes de criminalité, dans le strict respect des lois de la République".

A cette occasion, le directeur des unités républicaines de sécurité a reçu des explications sur cette nouvelle structure policière, qui comprend de nombreuses installations, dont un bloc administratif, une salle d'entraînement au tir, une salle de conférences, un dortoir, un réfectoire et une salle de sport, entre autres.

**L'électricité
pour plus de 770
exploitations agricoles**

Un total de 773 exploitations agricoles réparties à travers les différentes communes de la wilaya de Saïda ont été raccordées au réseau électrique, depuis le début de l'année 2024 à ce jour, a-t-on appris auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz.

Cette opération, supervisée par cette direction, a consisté à installer un réseau de distribution électrique d'une longueur de 619 kilomètres, dans le cadre d'une convention conclue avec la Direction des services agricoles, a-t-on ajouté.

Par ailleurs, les travaux de raccordement de 12 autres exploitations agricoles au réseau électrique, sur une distance de

plus de 20 kilomètres, se poursuivent dans la wilaya, selon la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accompagner le secteur agricole et à fournir de l'électricité aux exploitations agricoles, afin d'encourager les agriculteurs à accroître la production et atteindre la sécurité alimentaire, selon la même direction.

L'opération contribuera également à l'extension des surfaces irriguées, le développement des filières agricoles, la réalisation des différentes activités des agriculteurs, ainsi qu'à la création de nouveaux emplois, a-t-on indiqué.

APARTEMENTS

■ Cherche achat appart F5, dans une résidence pas plus que 4 étages avec garage entre Maraval- Protin – Emir Abdelkader – St-Hubert – côté Joy/Oran – Tél : 0793.539.140

■ A vendre appart F3, 80 m², acté, double façade, 1^{er} étage, cité CNEP, Hassi Ameur (Oran). Px 550 Millions -Tél : 0556.93.42.54/0553.68.02.84. WhatssApp: 0033614.74.18.06 – Prix 550 Millions

■ Loue gd appart, 75 m², F2, sdb, cuis, gd hall, situé dans une villa à 'El Morchid', entrée indépendante pour couple sérieux avec livret de famille – Tél : 0553.07.99.29

LOCAUX

■ Bureau d'affaires : vends local de 200 m² avec 4 rideaux Akid Lotfi. Prix 8,5 MD négociable – Tél : 0657.40.06.87

VILLAS

■ Bur d'aff : vends villa avec piscine R+2, neuve 420 m², St-Hubert, prix 18 MD, nég – Villa de 750 m² Gambetta Fontanelle, idéale pour promotion immobilière – vends T6 Mobilart, au 8^e, vue sur mer. Prix 5,5 MD Nég – 0657.40.06.87

■ Urgent : A.V villa actée + L/F, 226 m², 2 faç, centre-ville Terga, à 5 km des plages et 45 min d'Oran. Px 14 MD négociable – Tél : 0657.27.53.56

TERRAINS

■ Bureau d'affaires vends terrain de 560 m², à la frange maritime, avec une seule façade de 17 m et 33 m profondeur prix 22,5 MD négociable – Tél : 0657.40.06.87

■ Vends ou échange lot terrain à la Madrague, la corniche oranaise, 350 m², 3 façades ; pied dans l'eau ; acté + LF contre appart F3 à Oran + complément étude ttes propositions. Contacter cabinet immobilier .Tél : 0552.58.43.72/ 040.49.81.20

EMPLOIS

■ Cherche chauffeur avec véhicule, pour une ou deux courses par jour, à Oran, bien payées – Tél : 0549.11.50.16

■ Clinique d'ophtalmologie, Oran, recrute médecins spécialistes en ophtalmologie à plein temps – Tél : 0542.34.36.35 - 0782.63.37.72 ; de 09h à 16h

PENSÉE

Cela fait déjà 7 ans, le 11/07/2018 depuis que nous a quittés à jamais et pour un monde meilleur, notre chère mère et grand-mère : **AIT-AMAR djedjiga épouse BENAMER-BELKACEM Said**, à l'âge de 90 ans. Ta gentillesse, ton immense bonté et ta douceur resteront gravées dans nos mémoires. Tes enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue, d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Tu resteras toujours vivante dans nos cœurs, Maman. Nous prions Dieu, le Tout-Puissant, de l'accorder sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en son Vaste Paradis. « A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. » Tes enfants qui ne l'oublieront jamais. La famille **BENAMER-BELKACEM**

PENSÉE

A la mémoire d'un père exceptionnel, sage et juste, **M. BENGUEDACH Habib**. Cela fait 3 ans, le 11/04/22 depuis que tu nous as quittés pour un monde meilleur, laissant derrière toi un grand vide et une profonde cicatrice, des souvenirs mémorables que nul ne pourra combler. Tu es toujours présent dans nos pensées. Ta femme, tes enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse



Communiqué

Ooredoo accompagne la cérémonie de sortie de promotion de l'école nationale de journalisme

Fidèle à sa vocation d'entreprise technologique engagée dans le progrès et la transmission du savoir, Ooredoo a accompagné la cérémonie annuelle de sortie de promotion de l'École Nationale Supérieure de Journalisme et des Sciences de l'Information (ENSJSI) d'Alger.

Placée sous le signe de la reconnaissance et de l'excellence académique, cette cérémonie s'est déroulée au sein même de l'ENSJSI, lieu symbolique ayant accueilli le parcours académique des diplômés.

Elle a réuni les anciens directeurs de l'École, les professeurs retraités, les membres du corps professoral, les majors de promotion, les étudiants diplômés ainsi que les représentants de Ooredoo.

L'événement a été marqué par la remise de distinctions honorifiques aux majors de promotion des différents cycles universitaires, ainsi qu'aux professeurs retraités et aux

anciens directeurs de l'École, en reconnaissance de leur engagement et de leur contribution à l'excellence académique au sein de l'ENSJSI. Un hommage particulier a également été rendu à l'initiateur de la première startup lancée au sein de l'École.

Il y a lieu de rappeler que Ooredoo, dans le cadre de son soutien à la formation des jeunes talents, a lancé la 2^{ème} édition de son concours «Étoile Montante», dédié aux étudiants en sciences de l'information et de la communication, ainsi qu'en journalisme, offrant une plateforme d'expression et de valorisation des compétences émergentes dans le domaine des médias.

Par cette initiative, Ooredoo réaffirme son engagement en faveur de l'univers académique et sa volonté d'encourager la relève journalistique nationale, dans une dynamique de responsabilité sociétale et de soutien aux institutions éducatives.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Wilaya de Mascara

Daïra de Mascara

Commune de Mascara



ولاية معسكر

دائرة معسكر

بلدية معسكر

Direction des Travaux

N° 15/2025

Mascara le.... 2025 07 02

MISE EN DEMEURE N° 02

Suite au contrat N°31/2025 visé par le Contrôleur .Budgétaire le 23/06/2025 sous le N° 743 relatif au

projet : Acquisition et installation de deux écrans LED avec structure métallique 08 mètres x 04 mètres (32 m²).

- Vu la mise en demeure N°01 adressée à l'entreprise **SARL SCREEN STAR** publiée au journal

(le jeune indépendant) en date du 30/06/2025 et le journal (البيدل) en date du 02/07/2025

- Et vu l'absence de réponse de l'entreprise aux correspondances précédentes et la mise en demeure N°01 contenant la signature de l'ODS et démarrage les travaux liés au projet.

- L'entreprise **SARL SCREEN STAR** dont le siège est sis Avenue Kanouni Lekhmissi Lot 363

GRP 118 SEC 58 Ain Oulmen - SETIF est mise en demeure pour la 2^{ème} fois afin de signer

l'ODS et démarrer les travaux liés au projet : Acquisition et installation de deux écrans LED

avec structure métallique 08 mètres x 04 mètres (32 M²) et finir le projet dans les meilleures conditions.

Et ce dans un délai de 48 heures à partir de la première parution de cette mise en demeure dans les journaux nationaux.

Faute de quoi, il sera fait application des procédures de résiliation à votre rencontre..

Le Président de l'assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2531010084 Le Quotidien d'Oran 10/07/2025

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Mostaganem

DAIRA DE SIDI ALI

COMMUNE DE OULED MAALAH

NIF : N°: 098527299000125

Avis d'Appel d'Offre National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N° 01/2025

La commune de Ouled maalal, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément aux articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, et les articles 36, 37, 38 et 39 du loi N°23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles relatives aux marchés publics, pour la réalisation des travaux du projet: **Acquisition D'un retro chargeur**

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier de charges auprès de bureau d'équipement de la commune de OULED MAALAH contre un paiement de 4.000,00 DA. tel : 045-48-16-15, Fax : 045-48-16-17.

Capacités Minimales exigées:

01- Capacités professionnelles: Ayant la qualité de fabricant, importateur-concessionnaire, Agrée et inscrit au registre de commerce pour la commercialisation et/ou la vente dans le domaine afférent à l'objet du cahier de charges.

02- Capacités techniques: Ayant au moins Une (01) référence professionnelle dans des projets similaires (marché) supérieur à 12.000.000,00 DA délivrée par les maîtres de l'ouvrage publics durant les 10 dernières années dans des projets similaires à l'objet du cahier de charges portant l'objet et le montant de l'opération.

03- Capacités financières: Ayant un chiffre d'affaires moyen égale ou supérieur (≥ 20.000.000,00 DA) au cours des trois (03) dernières années (2021-2022-2023) justifié par des copies des bilans financiers des trois dernières années 2021, 2023 et 2024 visés par les services des impôts.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres N°01/2025, et intitulé du projet.

1- Le dossier de candidature contient :

Une déclaration de candidature; le soumissionnaire atteste qu'il :

- N'est pas exclu ou Interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics et article 51 et 52 du loi N°23/12 du 5 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

- N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;

- est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage Intermédiaires des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien (mise à jour: CHAS CASNOSACOBATH) ;

- est inscrit au registre de commerce en relation avec l'objet du marché (copie du RC) ;

- a effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien (attestation de dépôt des comptes sociaux) ;

- détient un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en

Algérie (carte fiscale) ;

- Une déclaration de probité ; . Les statuts pour les sociétés ;

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

- Tout document permettant d'évaluer les capacités du soumissionnaire :

a -Capacités professionnelles: Ayant la qualité de fabricant, importateur-concessionnaire, Agrée et inscrit au registre de commerce pour la commercialisation et/ou la vente dans le domaine afférent à l'objet du cahier de charges.

b-Capacités financières: moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.

c- Capacités techniques: moyens humains et matériels et références professionnelles.

2- L'offre technique contient :

- une déclaration à souscrire .

- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention « lu et accepté ».

3. L'offre financière contient :

- la lettre de soumission - le bordereau des prix unitaires (BPU) - le détail quantitatif et estimatif (DQE) .

NB : Se référer à l'instruction aux soumissionnaires pour la liste détaillée des pièces exigées ;

La durée de préparation des offres est de 10 jours à compter à la première publication dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans la presse.

Le soumissionnaire devra déposer son offre au niveau du Bureau D'équipement- commune de Ouled maalal avant 14h:00heure limite de dépôt des offres, dans un délai de DIX (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse ou BOMOP.

L'ouverture des plis techniques et financiers aura lieu au siège de commune de Ouled maalal à 14h:00mn, correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos (légal), la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentées de 02 mois

Le présent avis d'appel d'offres tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis . 2025 07 07

Ouled maalal le.....
Le président D'APC

ANEP N° 2531010174 Le Quotidien d'Oran 10/07/2025

TF1

20.10 Les visiteurs



Comédie - France - 1993
Avec Jean Reno, Christian Clavier, Valérie Lemerrier, Christian Bujeau
Victime d'hallucinations résultant d'un sort jeté par une sorcière malveillante, le comte Godefroy de Montmirail commet l'irréparable en tuant le père de sa fiancée, Frénégonde. Déterminé à restaurer son honneur et réparer son erreur tragique, il se tourne vers l'enchanteur Eusebius dans l'espoir de retourner quelques instants en arrière, juste avant le drame.

2

20.10 Intervilles



Présenté par Valérie Bègue, Camille Cerf, Magali Ripoll, Bruno Guillon, Nagui, Voir plus
L'émission culte, qui a rassemblé plusieurs générations depuis sa création en 1962, fait son grand retour avec une nouvelle formule entièrement repensée : plus moderne, plus festive et plus spectaculaire. À travers des épreuves emblématiques (la Tournette, la Tyrolienne, les tapis roulants, le savon noir, le Mur des Champions) mais aussi des épreuves inédites, chacune des six villes en compétition défend fièrement sa culture, son accent et son énergie.

3

JEUDI

20.10 L'abîme



Série dramatique - France - 2023
Saison 1 - Episode 1/6
Avec Sara Mortensen, Gil Alma, Marie Mallia, Hélène Seuzaret
Elsa et Laurent Lacaze vivent avec leur fille, Lucie, sur les hauteurs de Moustiers-Sainte-Marie. Un matin, avant de se rendre dans son agence immobilière où elle a un rendez-vous important avec les Taillade qui lui donnent enfin l'exclusivité de la vente de leur domaine, Elsa part faire son jogging habituel dans une forêt avoisinante.

ACTION

19.50 The Patriot, le chemin de la liberté



Film d'aventures - Etats-Unis - Allemagne - 2000
Avec Mel Gibson, Heath Ledger, Joely Richardson, Chris Cooper
En 1776, en Caroline du Sud, alors possession britannique, le conflit entre les indépendantistes et les Anglais est inévitable. Benjamin Martin, qui a bataillé contre les Français et les Indiens, n'aspire qu'à vivre en paix avec ses sept enfants dans sa plantation. Jusqu'au jour où le cruel colonel Tavington tue sous ses yeux un de ses jeunes garçons et incendie sa plantation.

6

20.10 Arnaques !



Présenté par Julien Courbet
Julien Courbet et son équipe enquêtent sur de nouvelles escroqueries ayant parfois coûté très cher à des centaines de personnes. Parmi elles, celle de Madame B. Cette influenceuse et mère de famille a endetté plusieurs femmes vulnérables avec de fausses formations promises comme miraculeuses. Dans le secteur du BTP, Monsieur F, lui, a fait miroiter des maisons de rêve à ses clients, encaissant des acomptes sans jamais terminer les chantiers.

TMC

20.25 Man of Steel



Film fantastique - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2013
Avec Henry Cavill, Amy Adams, Kevin Costner, Michael Shannon
Au bord de l'extinction, la planète Krypton est plongée dans le chaos. Jor-El, un scientifique visionnaire, s'oppose fermement au général Zod, un militaire résolu à tout faire pour préserver l'honneur de Krypton, même au prix de sa destruction. Dans un ultime acte de résistance, Jor-El parvient à placer son fils, Kal-El, au sein d'une capsule de sauvetage, l'envoyant sur Terre juste avant que Krypton ne s'effondre.

CANAL+

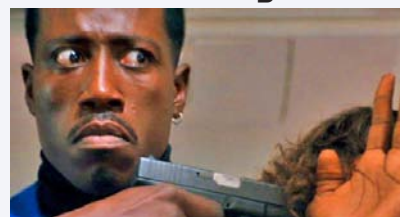
20.09 Yellowjackets



Série dramatique - Etats-Unis - 2025
Saison 3 - Episode 5/10
Avec Kevin Alves, Lauren Ambrose, Alexa Barajas, Jasmin Savoy Brown
Dans le présent, Misty annonce à Shauna, Tai, et Van la mort de Lottie. Elle décide de mener personnellement l'enquête afin de découvrir les causes du décès. De son côté, Shauna se rend compte que Walter surveille ses faits et gestes depuis quelques jours. Dans le passé, à l'issue de son procès, Ben est déclaré coupable.

RTL9

19.55 Passager 57



Film d'action - Etats-Unis - 1992
Avec Wesley Snipes, Bruce Payne, Tom Sizemore, Alex Datcher
John Cutter quitte la police après avoir assisté à la mort de sa femme lors d'un hold-up. Deux ans plus tard, il reprend du service comme directeur de la sécurité d'une compagnie aérienne. Dans l'avion qui l'emène à Los Angeles voyage aussi Rane, un terroriste escorté par des policiers. Mais ces derniers ignorent que des complices de Rane sont montés dans l'avion.

TF1

20.10 Ninja Warrior, le parcours des héros



Saison 10 - Episode 2
Cette saison, près de deux cents candidats, de tous horizons et de toutes générations, vont tenter de créer l'exploit sur le célèbre parcours d'obstacles. Sous les encouragements du trio d'animateurs, les concurrents s'affrontent en duel lors des séries de qualifications avant de rejoindre la phase finale qui donnera une dimension internationale à la compétition.

2

20.10 Le crime lui va si bien



Série de suspense - France - 2024
Saison 1 - Episode 8/8
Avec Amandine Chauveau, Hélène Seuzaret, Bruno Lochet
Le commissariat est sens dessus-dessous : Gaby reste introuvable, et son comportement, qui semblait inhabituel au cours des dernières semaines, peut laisser augurer du pire. A peine rentrée de vacances, Céline décide d'aider son binôme, envers et contre tout. Il se trouve en effet qu'un commandant de l'IGPN accuse la capitaine Molina d'avoir dissimulé des scellés liés à une affaire de braquage la mettant en cause...

3

VENDREDI

20.10 Eternel Aznavour, le concert événement



Cette soirée musicale commémore le centenaire de Charles Aznavour, coïncidant avec la sortie du film "Monsieur Aznavour". Des artistes français interprètent ses plus grands succès, dont "La Bohème", "Emmenez-moi" et "Hier encore". Un orchestre de 22 musiciens les accompagne. Le spectacle intègre des images d'archives rares issues de la collection privée d'Aznavour.

ACTION

19.50 Triple 9



Film policier - Etats-Unis - 2016
Avec Casey Affleck, Chiwetel Ejiofor, Anthony Mackie, Kate Winslet
À Atlanta, sous la direction de Michael Atwood, ancien des forces spéciales, plusieurs policiers cagoulés et fortement armés effectuent le braquage d'une banque. L'opération se termine en ville par une fusillade en pleine rue. Les hommes livrent ensuite leur butin à Irina Vlaslov, impitoyable caïd de la mafia russe locale, pour laquelle ils travaillent.

6

20.10 Cauchemar en cuisine, que sont-ils devenus ?



Présenté par Philippe Etchebest
Philippe Etchebest rend visite à d'anciens restaurateurs en détresse. Il retrouve Christine, à la tête du plus vieux restaurant de Chambéry (Savoie), dont la cuisine était dans un état déplorable lors de son passage dans l'émission. Direction ensuite Saint-Astier (Dordogne) où Patrick servait des plats industriels sans conviction.

CINE +
FAMIZ

19.50 Nanny McPhee



Film fantastique - Etats-Unis - Grande-Bretagne - France - 2005
Avec Emma Thompson, Colin Firth, Angela Lansbury, Kelly MacDonald
Cedric Brown n'a pas surmonté la mort de son épouse, d'autant qu'il doit désormais élever seul ses sept enfants tous plus difficiles à gérer les uns que les autres. La situation se complique quand sa tante Adelaïde menace de lui couper les vivres s'il refuse de se remarier. Il embauche donc Nanny McPhee, une nourrice pas comme les autres, que ses enfants accueillent avec défiance.

CANAL+

20.09 Super Papa



Comédie - France - 2024
Avec Ahmed Sylla, Louise Coldefy, Ismaël Bangoura, Julien Pestel
Tom, un humoriste en quête de succès, se retrouve soudain confronté à une réalité dont il n'avait jamais vraiment pris la mesure : être père à plein temps. Suite au décès de sa femme, il doit désormais s'occuper de Gaby, son jeune fils, qui a souvent été confié à sa grand-mère, Sylvie.

RTL9

19.55 Snowpiercer : le Transperceneige



Film de science-fiction - Corée du Sud - République tchèque - 2013
Avec Chris Evans, Song Kang-ho, Tilda Swinton, Jamie Bell, Ed Harris
Au XXI^e siècle, l'utilisation d'un gaz, le CW7, censé contre le réchauffement climatique a plongé la Terre dans une longue ère glaciaire, provoquant quasiment l'extinction de l'humanité. Les derniers survivants vivent dans un train, divisé en plusieurs classes. En queue de convoi, les déclassés vivent dans des conditions misérables, surveillés par d'impitoyables gardiens tandis qu'en tête, on trouve les classes aisées.



Poissons 19-02 au 20-03
N'ayez crainte de mettre en avant votre créativité, que le monde a l'air d'apprécier. Ils peuvent vous aider à concrétiser vos projets.

FOUILLIS N° 9314

							← CALOMNIER ↕ AUCUNE REMARQUE !
	← NEUF ROMAIN POUSSETTE →		↑		↑		
		← PRONOM BOISSON ALCOOLISÉE	↕		↑ SUR LA BORNE HISTOIRE DRÔLE		← NOTE RENVERSÉE RÈGLE
			← MER ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE, PARTIE DE LA MÉDITERRANÉE		↕	← CONJONCTION PUBLIER TARIF	↓
	↑ NÉGATION NOTE					↕	
		↑ AU DÉBUT COMÉDIE ALGÉRIENNE	↕		↑ INFINITIF CONVIENDRA		← RIGOLÉ PRODUIT LAITIER
	← EN SUITE APRÈS-DEMAIN			↓	↕	NOTA BENE HURLEMENT CHAT	↓
	↑ ORDONNENT JEUX MONDIAUX	↓					
↑ AMUSER MAIGRE	↓		↑ COBALT AUTANT POUR MOI !		↕	ESPACE DE TEMPS ENTRE LE LEVER ET LE COUCHER DE SOLEIL	↕
↓		↕			↑ POSSESSIF SUD-EST		↕ S'EST ARRÊTÉ DE PARLER PARCOURUS
	↕		↑		↓		
	TRACAS PETIT CUBE →		↕	CRÉTIN DÉMONSTRATIF			↕
						← TRANSPIRER BOITES, COFFRES, CAGEOTS	

A. Grâce affectée.
B. Ont droit de cité.
 Un tiers en zodiaque.
C. Pas bien tourné.
 Demeura.
D. Arc brisé.
E. Détaché de la réalité.
F. Remarquées.
G. Convertis en argent.
H. Un dur qui a reçu une
 bonne trempe ! A la croi-
 sée des chemins.
I. Nous trouble.
 Combiner.
J. Règle double. Lève.

I	F	T	N	E	M	E	N	I	A	R	T	N	E	L
P	E	R	E	R	U	T	I	N	R	U	O	F	G	E
E	T	P	E	R	E	P	O	L	A	G	G	M	A	
K	I	A	E	T	I	L	A	U	Q	I	O	R	U	M
E	N	R	E	R	E	P	O	C	L	U	M	E	N	T
T	R	O	P	E	R	R	A	E	R	U	A	N	E	N
I	E	D	U	R	J	R	T	I	R	Q	B	I	T	E
L	T	I	O	U	R	E	F	E	U	O	R	M	I	M
I	A	E	P	E	R	M	R	A	U	E	Z	S	X	E
C	R	E	M	U	U	I	R	T	C	A	E	N	E	L
O	F	E	S	S	E	I	U	R	Z	M	E	E	L	E
D	N	I	I	S	U	R	E	O	I	O	L	O	P	C
T	R	Q	R	M	E	M	U	S	N	G	T	O	M	R
B	U	O	H	C	R	E	I	T	N	A	H	C	O	A
E	T	N	O	I	T	A	M	A	L	C	C	A	C	H

1 A	2 N	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

7	11	14	9	1	6	5	3	9	4
11		9	1	7	5	9		1	3
12	1	3	4	5		11	16	9	5
9	3	5			1	14	5	5	
8	9		9	1	14	5	9		7
12	1	4	11	7	11	9		6	3
10		6	8	3	6	5		5	4
11	10	5		4	1	2	14	10	5
7	3		12	5	6	6	5		10
1	4		1	7	11		2	11	5
6		12	9	5	8	10	5		9
4	1	16	8	2	2	5	9	1	
	14		6	6		4	5	11	2
2	11	5	6		5	6	3	15	5
1	9	9	5	6		1	13	5	5

SUDOKU N°2313

E	N	C	H	A	N	T	E	E
M	I		A	N	O	N		R
B		S	I		R		G	R
A	S		R	A	D	I	E	E
R	O	T		G		D	A	N
R	U	I	N	E	R	E	N	T
A	P		E	S		E	T	
S	E	N	T		B		S	T
S	R		S	P	O	T		E
A		O		R	A	R	E	S
N	O	T	R	E		O		T
T	R	A	C	T	E	U	R	S

I	N	D	A	T	A	B	L	E	S
G	R	O	G		C	R	E	P	E
N		C	I	R	E		V	E	R
O	T	I	T	E		M	A	L	I
R	O	L	E		S	I		E	N
A	N	E		F	O	N	D	R	E
N	A	S	I	L	L	E	R		T
T	L		T	E	E		A	R	T
E		G	E	A	I		I	O	E
S	T	I	M	U	L	A	N	T	S

1	4	3	7	8	5	2	9	6
2	5	9	6	1	4	7	3	8
7	8	6	2	3	9	5	1	4
3	1	8	4	6	7	9	5	2
5	6	2	8	9	3	1	4	7
9	7	4	5	2	1	8	6	3
8	9	1	3	7	6	4	2	5
6	2	5	9	4	8	3	7	1
4	3	7	1	5	2	6	8	9

**FOUILLIS N° 9313 :
BALEINE (Bas - Laine)**

CODÉS N° 9313

1 I	2 C	3 G	4 R	5 A	6 O
7 T	8 S	9 E	10 F	11 D	12 L
13 N	14 P	15 H	16 V	17 X	18



10 ERRORS



Le Brésil et l'Inde demandent des sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU

Le Brésil et l'Inde ont demandé mardi à pouvoir siéger en tant que membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, dans une déclaration commune pendant une visite du Premier ministre indien Narendra Modi au Brésil, où il a rencontré le président Lula.

Les deux poids lourds d'Asie et d'Amérique latine se sont entretenus après leur participation dimanche et lundi à Rio à un sommet des Brics, groupe de pays émergents qui comprend également la Chine et la Russie, et entend rééquilibrer l'ordre mondial face à l'Occident.

Dans une déclaration conjointe mardi, MM. Modi et Lula ont appelé à une «vaste réforme du Conseil de sécurité» des Nations unies. Ce dernier compte cinq membres permanents, disposant d'un droit de veto: la France, le Royaume-Uni, la Chine, les Etats-Unis et la Russie. Le Conseil de sécurité de l'ONU a été critiqué dernièrement pour son inaction face au génocide des Palestiniens à Ghaza, du fait du veto exercé par les Etats-Unis.

Inondations au Texas : 161 personnes manquent à l'appel

Le bilan des inondations dévastatrices au Texas, qui ont fait une centaine de morts, pourrait considérablement augmenter après l'annonce qu'au moins 161 personnes manquent toujours à l'appel mardi. «Rien que dans le comté de Kerr, 161 personnes sont considérées comme disparues», a déclaré en conférence de presse le gouverneur de cet Etat du sud des Etats-Unis, Greg Abbott.

Il a précisé que ce chiffre était basé sur le nombre de personnes signalées comme disparues par des amis, des proches et des voisins. «Cette liste pourrait très probablement s'allonger», a ajouté le gouverneur, alors que les équipes de secours poursuivent leurs recherches pour retrouver des survivants.

Au total, 109 décès liés aux inondations ont été recensés dans le centre de l'Etat, a précisé le gouverneur. Le comté de Kerr est le plus durement touché, avec 87 morts, dont 30 enfants.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Sahara occidental occupé : l'Australie cesse ses importations du phosphate sahraoui



La société australienne Dyno Nobel (ex-Inciter Pivot) a mis un terme définitif à l'importation du phosphate du Sahara occidental occupé, annonce mardi l'Observatoire international de surveillance des ressources naturelles du Sahara occidental, Western Sahara Resource Watch (WSRW).

Cette décision met fin à des décennies de commerce illégal avec un territoire occupé, sans le consentement de son peuple, en violation des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne et du droit international. «Nous sommes heureux que l'Australie soit enfin sortie du lot. C'est une honte que notre industrie

agricole ait été, pendant tant d'années, bâtie sur la souffrance du peuple sahraoui», a réagi Ron Guy, secrétaire des Syndicats australiens pour le Sahara occidental.

Pendant des décennies, trois sociétés privées australiennes ont été impliquées dans l'importation de phosphate du Sahara occidental occidental.

Tunisie : 12 à 35 ans de prison pour plusieurs personnalités, dont Rached Ghannouchi

La justice tunisienne a prononcé mardi des peines allant de 12 à 35 ans de prison contre plusieurs personnalités politiques, dont le chef déjà emprisonné du parti islamiste-conservateur Ennahdha, Rached Ghannouchi, pour «complot contre la sûreté de l'Etat», ont annoncé les médias locaux. Dans ce dossier baptisé «affaire du complot 2», M. Ghannouchi, qui a boycotté le procès, a été condamné à 14 ans de prison, a précisé Ennahdha dans un communiqué.

Une vingtaine de personnes étaient poursuivies dans cette affaire. Parmi elles figurent

Nadia Akacha, ancienne directrice de cabinet du président Kais Saïed, et Rafik Abdesslem, gendre de M. Ghannouchi et ancien ministre des Affaires étrangères.

Tous deux, en fuite à l'étranger, ont été condamnés par contumace à 35 ans de prison, ont précisé les médias.

M. Ghannouchi et d'autres dirigeants d'Ennahdha, ainsi que le militaire à la retraite Kamel ben Bedoui, étaient accusés d'avoir mis en place un «appareil sécuritaire secret» au service du parti islamiste, arrivé en tête des élections de l'après-révolution en 2011, selon la défense.



Des incendies font rage en France, les flammes atteignent Marseille



Les violents incendies qui frappent le sud de la France depuis la canicule de la semaine dernière ont atteint un paroxysme mardi, les flammes, poussées par le mistral, atteignant Marseille, alors que des milliers d'hectares sont partis en fumée. Une partie des habitants de la deuxième ville du pays a été appelée à se confiner. «Feu de forêt à Marseille.

Quittez le massif forestier immédiatement. Confiner-vous dans un bâtiment en dur. Fermez volets et portes», indique le message d'alerte diffusé sur les portables dans la zone.

En fin d'après-midi, la circulation des trains passant près de l'incendie, notamment la ligne vers Paris, a été interrompue au départ et à l'arrivée de Marseille, pour une période indéterminée. L'aéroport de Marseille-Provence, quatrième de France en nombre de passagers, situé à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de la ville, a été fermé à la mi-journée. L'autoroute A9, axe incontournable entre la vallée du Rhône et l'Espagne, a été rouverte vers 21H45 après plusieurs interruptions, a-t-on appris auprès des pompiers et de l'entreprise Vinci.

Espagne : démantèlement d'un réseau international de trafic de drogue impliquant le Maroc

La police espagnole, en coopération avec les autorités lituaniennes et irlandaises, a démantelé un réseau criminel international spécialisé dans le trafic de drogue et qui utilisait le Maroc et l'Amérique latine comme point de départ pour ses expéditions vers plusieurs pays européens.

Les médias espagnols ont rapporté que l'opération, supervisée par la Cour nationale espagnole, a permis l'arrestation de neuf personnes, dont sept en Lituanie, une en Irlande et une en Espagne.

Les détails de l'opération ont révélé l'ampleur organisationnelle et les capacités logistiques du réseau, avec plus de deux millions d'euros en espèces, sept armes à feu et 103 kilogrammes de marijuana saisis, ainsi que des téléphones cryptés et des équipements de pointe pour échapper à la surveillance de sécurité.

Les enquêtes indiquent que le gang mélangeait du haschisch marocain, de la marijuana espagnole et de la cocaïne d'Amérique latine, stockant ces cargaisons dans des entrepôts en Espagne avant de les faire passer en contrebande par terre et par mer vers leurs destinations européennes.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ ONUSIEN, LE FOND ET LA FORME

L'un et l'autre, le Brésil et l'Inde demandent un fauteuil permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La fermeté du vœu est peinte d'une maladresse en contradiction avec l'esprit d'union et de solidarité qu'exige la nécessité d'un juste ordre du monde. Que l'Inde et le Brésil exigent en aparté une place permanente et prépondérante au sein de l'organisation onusienne est leur droit absolu, bien que l'on doit s'interroger sur quelle base s'effectue cette exigence et si en même temps elle ne déroge pas à une règle toujours soutenue qui recommande sans cesse que l'esprit qui préside aujourd'hui au sein de l'ONU doit absolument être revu.

Les deux Etats étant parties prenantes des BRICS, organisation censée renforcer une démarche unitaire, on ignore si leurs

réclamations ont obéi à l'acquiescement de tous ses membres. Dans le cas contraire et à priori, ils ne feraient que renforcer un ordre imposé par les grandes puissances pour garantir leurs propres intérêts. Vu sous cet angle, rien n'empêcherait d'autres Etats, comme la Papouasie ou la Nouvelle-Zélande ou d'autres Etats d'exiger eux aussi une permanence de choix au sein de l'ONU.

Il est à craindre que le méli-mélo actuel se pérennise pour accroître la malmenée d'un monde où l'injustice domine permettant aux forces sans scrupules de

se dispenser de rendre des comptes pour les malheurs et les drames qu'elles programment.

Ainsi l'inattendue demande du Brésil et de l'Inde, somme toute légitime dans le fond pour tendre à renforcer le besoin impératif d'une réforme de l'organisation onusienne, pêche dans sa forme. Son caractère isolé est en contradiction avec l'esprit unitaire qui doit animer tous les membres des Nations unies.

Le côté à la limite de l'incongru de cette démarche pourrait refléter malencontreusement une réalité figée au sein de l'ONU. La vérité veut que l'individualisme des Etats demeure présent pour que la grande raison démocratique soit dépeinte de la couleur voulue par chacun en fonction de ses propres intérêts.